

UNE VIE MEILLEURE



PALAIS DU GRAND LARGE & QUA ST-MALO
9 & 10 SEPTEMBRE 2026

Revue de presse 2026

Revue de presse Vidéo FEB 2026

Interview Christian Pousset TEBEO

<https://www.tebeo.bzh/video/eco-co-christian-pousset/>

Reportage de France 3 Bretagne

<https://www.dropbox.com/scl/fi/1maj94951booyltbay06d/JT-10-sept.mp4?rlkey=n8him8ro2xtv5s58tcdki7c2c&dl=0>

Vidéo du Télégramme

<https://www.letelegramme.fr/france/presidentielle-gabriel-attal-et-raphael-glucksmann-deux-styles-en-operation-seduction-aupres-des-patrons-bretons-7115336.php>

Second reportage diffusé par France 3 Bretagne

<https://www.dropbox.com/scl/fi/qbsd0gfcvew1xvrra0u6b/France-3-jt-20h.mp4?rlkey=m2nyf4k4q7n6ot45yx6jrp88f&dl=0>

Site Orange

<https://actu.orange.fr/videos/actu-locale/depuis-saint-malo-raphael-glucksmann-appelle-paris-a-proteger-le-ciel-ukrainien-CNT000002rPIEt.html>

Replay de TVR

<https://www.tvr.bzh/replay/582ed65-c-l-invite-08-09-2025>



REVUE-MÉDIAS

FORUM ECONOMIQUE BRETON

jeudi 24 septembre 2026

SOMMAIRE

26/09/2024

(23 articles)

Le Pays Malouin

jeudi 3 septembre
2026

Forum (91 mots)

Entreprendre, découvrir un projet culturel hors norme, écouter de jeunes entrepreneurs et responsables associatifs, échanger avec des femmes...

Page 7

**ouest
france**
INTERNET

mardi 8 septembre
2026

Présidentielles 2027 : Gabriel Attal et Raphaël Glucksmann présents au Forum économique breton de Saint-Malo (204 mots)

Les deux candidats à l'élection présidentielle de 2027 ont confirmé leur présence au Forum économique breton de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine). Gabriel...

Page 8

Le Télégramme

mercredi 9
septembre 2026

Saint-Malo Gabriel Attal et Raphaël Glucksmann font étape au Forum économique breton (169 mots)

La campagne pour l'élection présidentielle monte en puissance et fait étape cette semaine à Saint-Malo (35), où le monde économique breton fait sa...

Page 10

**ouest
france**
INTERNET

mardi 8 septembre
2026

En marge du Forum économique breton, des événements tout public proposés à Saint-Malo (234 mots)

Le forum économique breton fait son retour à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), ce mercredi 9 et jeudi 10 septembre 2026. Pour pouvoir en faire profiter le...

Page 11

Mer et Marine
Toute l'actualité maritime

vendredi 11
septembre 2026

De passage au Forum économique breton, mercredi 9 septembre, le PDG de Naval Group, Pierre Éric Pommellet, est revenu sur le contrat de plus de 4 milliards... (990 mots)

De passage au Forum économique breton, mercredi 9 septembre, le PDG de Naval Group, Pierre Éric Pommellet, est revenu sur le contrat de plus de 4...

Page 13

**ouest
france**
Justice et Liberté

vendredi 11
septembre 2026

Brittany Aviation s'engage aux côtés des Armées (110 mots)

L'entreprise Brittany Aviation, dont le siège est à Quimper, vient de rejoindre le dispositif ProMilès du ministère des Armées. La convention a été...

Page 16

Trophées Bretagne 2026 du Moci : Silvadec, Piriou, RTsys, Eco-compteur, Kwan-Tek (1442 mots)

Après la région Auvergne-Rhône-Alpes en juin, la Normandie en juillet, le tour de France des trophées du Moci a fait étape en Bretagne le 9 septembre,...

Page 17

La production d'énergie s'invite au Forum économique breton (319 mots)

Énergie. Le président de la région Bretagne, Loïg Chesnais-Girard, a défendu la création des parcs éoliens en mer, au Forum économique breton, à...

Page 21

Saint-Malo À Saint-Malo, Gabriel Attal défend une décentralisation simplifiée (354 mots)

Guillaume Bietry Décentraliser, oui, mais pas n'importe comment. De passage à Saint-Malo (35), mercredi, Gabriel Attal a fait un crochet par le Forum...

Page 22

Les défis de la campagne présidentielle s'invitent au Feb (302 mots)

L'étude Forvis Mazars sur le vivre-ensemble en Bretagne a planté le décor mercredi en ouverture du Forum économique breton à Saint-Malo...

Page 23

ENTRETIEN. « L'Europe achète européen » : le PDG de Naval group confiant sur l'avenir du naval de défense français (1144 mots)

À l'occasion du Forum économique breton de Saint-Malo, le PDG de Naval group Pierre Éric Pommellet a accordé un entretien au « marin » pour évoquer...

Page 24

Citroën offre une série spéciale très française à son C5 Aircross, avec un clin d'œil à la Bretagne (862 mots)

Citroën lance le C5 Aircross Émeraude, une série spéciale très française qui rend hommage à la Bretagne et à l'usine de Rennes-La Janais. Teinte...

Page 28

La Bretagne doit mieux convertir son attractivité résidentielle en levier de développement économique (735 mots)

La Bretagne reste l'un des territoires les plus attractifs pour sa qualité de vie, mais cette force résidentielle montre ses limites. Logement, accès...

Page 31

Le Télégramme

mercredi 9
septembre 2026

« On ne peut plus acheter de logement là où on a grandi » : la Bretagne, victime de son attractivité ?

(497 mots)

« On ne peut plus acheter de logement là où on a grandi » : la Bretagne, victime de son attractivité ? La Bretagne est l'une des régions les plus...

Page 34

**ouest
france**
INTERNET

mercredi 9
septembre 2026

« Les dirigeants d'entreprise ne renoncent pas, ils temporisent » : Regard d'une experte bancaire au forum breton

(1230 mots)

Le Forum économique breton, le FEB, ouvre ce mercredi 9 septembre 2026 à Saint-Malo. Les entreprises doivent encore relever les défis tant...

Page 36

AF
L'INFO UTILE
AU BUSINESS

jeudi 24 septembre
2026

Dans le Finistère, ETT affiche ses ambitions dans la bioclimatisation

(484 mots)

Spécialisée dans les solutions de génie climatique, l'ETI familiale de Ploudalmézeau, au nord de Brest, accélère le déploiement de son système de...

Page 40

Le Télégramme

mardi 15 septembre
2026

Rennes SNCF : « Nous sommes prêts à défendre nos positions »

(636 mots)

Propos recueillis par Guillaume Bietry En Bretagne, la SNCF se prépare à l'arrivée de la concurrence et du nouvel opérateur Velvet. Le point avec...

Page 42

**ouest
france**
Justice et Liberté

mardi 15 septembre
2026

Le groupe Verlingue au Forum économique breton

(156 mots)

Le courtier en assurances Verlingue, dont le siège social est installé rue de Kerogan, à Quimper, a participé au Forum économique breton, organisé...

Page 44

**ouest
france**
INTERNET

lundi 14 septembre
2026

À Rennes, un spécialiste des chars de combat à la tête des militaires de la zone de défense ouest

(214 mots)

Après deux ans à la tête de l'Académie militaire de Saint-Cyr Coëtquidan, le général Emmanuel Charpy prend à Rennes (Ille-et-Vilaine), le commandement...

Page 45

Le Télégramme

lundi 14 septembre
2026

Saint-Malo Stages de seconde : plus de 30 000 € de dons pour une opération associative

(145 mots)

L'opération « Les secondes montent à bord » a été mise à l'honneur, mercredi, au Forum économique breton, à Saint-Malo (35). Portée par l'association...

Page 47

le marin

vendredi 11
septembre 2026

« Travailler ensemble pour attirer de nouveaux trafics », les ports bretons cherchent à jouer la carte du collectif (362 mots)

Un an après avoir annoncé la création d'un groupement d'intérêt économique (GIE) des ports bretons, Bretagne Port Strategic, qui regroupe les ports de...

Page 48

Le Télégramme

jeudi 10 septembre
2026

Saint-Malo La Bretagne victime de son attractivité ? (319 mots)

Guillaume BietryComment conjuguer développement économique et « bien vivre » en Bretagne ? C'est la question qui sous-tend l'étude menée auprès de...

Page 50

ouest
france
INTERNET

jeudi 10 septembre
2026

Bretagne habitable veut faire renaître un esprit de compromis régional sur les grands enjeux (487 mots)

Relancer une fabrique du compromis breton sur les dossiers clivants. Le collectif Bretagne habitable y croit. Jean-Yves Le Drian en est le parrain et...

Page 51

26/09/2024



Forum

Entreprendre, découvrir un projet culturel hors norme, écouter de jeunes entrepreneurs et responsables associatifs, échanger avec des femmes dirigeantes, comprendre les dispositifs pour créer son entreprise...

Les mercredi 9 et jeudi 10 septembre, le Forum Économique Breton sort de ses lieux habituels et investit La Grande Passerelle (une conférence à la médiathèque et trois ateliers au Cinéma) à Saint-Malo pour pro-

poser, avec le premier FEB Citoyen, des rencontres ouvertes à tous. L'accès est gratuit, sur inscription sous réserve des places disponibles. Inscriptions sur <https://febcitoyen.fe-breton.bzh>



Présidentielle 2027 : Gabriel Attal et Raphaël Glucksmann présents au Forum économique breton de Saint-Malo

Les deux candidats à l'élection présidentielle de 2027 ont confirmé leur présence au Forum économique breton de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine). Gabriel Attal sera de la partie à une plénière consacrée à la décentralisation, mercredi 9 septembre 2026. Raphaël Glucksmann en animera une autre sur la défense, le lendemain.

La campagne aux élections présidentielles bat son plein dans la Cité corsaire. Un passage au Forum économique breton, grand rendez-vous de rentrée à destination des chefs d'entreprise, élus, ou encore chercheurs et acteurs associatifs, est forcément remarqué.

Décentralisation et défense

C'est pourquoi il est plutôt logique d'y retrouver des prétendants à la présidentielle 2027. Gabriel Attal, par exemple, a confirmé sa présence de dernière minute et viendra à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), mercredi 9 septembre 2026. Il assistera aux échanges concernant la décentralisation, entre Julien Carmona, président du conseil d'administration du Crédit Mutuel Arkéa et Loïg Chesnais-Girard, président de la Région Bretagne. Juste avant, il devrait faire un rapide passage au Chill, bar-restaurant situé face à l'IUT.

Autre candidat à la magistrature suprême, Raphaël Glucksmann est attendu pour animer une plénière sur le thème de la défense, jeudi 10 septembre, à 14 h, salle du Grand Large.



Raphaël Glucksmann va animer une plénière autour de la défense, au Forum économique breton, à Saint-Malo, jeudi 10 septembre 2026.

Raphaël Glucksmann va animer une plénière autour de la défense, au Forum économique breton, à Saint-Malo, jeudi 10 septembre 2026.

AFP

par Gaëlle Colin





Saint-Malo Gabriel Attal et Raphaël Glucksmann font étape au Forum économique breton

La campagne pour l'élection présidentielle monte en puissance et fait étape cette semaine à Saint-Malo (35), où le monde économique breton fait sa rentrée à l'occasion de la 7^e édition du Forum économique breton (FEB). Mercredi, la cité corsaire accueille Gabriel Attal, candidat à la présidentielle pour le parti centriste Renaissance. À son programme : une étape à 12 h 45, dans un bar, dans le cadre de sa

tournée « 1 000 bistrots », une initiative lancée lundi. L'ancien Premier ministre prendra ensuite la direction du Palais du grand large pour assister, à 15 h, à une table ronde sur la décentralisation. Jeudi, le FEB accueillera Raphaël Glucksmann, leader du parti Place publique et candidat à la primaire de la gauche. Il interviendra lors d'une table ronde sur le sujet de la défense. Les deux hommes politiques ne

seront pas les seules personnalités nationales à participer au FEB cette année. ■



En marge du Forum économique breton, des événements tout public proposés à Saint-Malo

Le forum économique breton fait son retour à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), ce mercredi 9 et jeudi 10 septembre 2026. Pour pouvoir en faire profiter le grand public, des ateliers et des conférences sont organisés à La Grande Passerelle.

Une conférence et trois ateliers. C'est le programme grand public concocté en marge du Forum économique breton (FEB), qui fait son retour les 9 et 10 septembre 2026, à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine). Grand rendez-vous du monde économique, le FEB investit La Grande Passerelle et s'ouvre. Objectif : Faire vivre le dialogue entre le monde de l'entreprise et les différentes composantes de la société avec l'idée de faire tomber quelques murs et de valoriser ou aider à entreprendre ceux qui le souhaitent, décrit l'organisation dans un communiqué.

L'accès est gratuit, sur inscription sous réserve des places disponibles.

Le programme

Au programme, l'ouverture du FEB qui sera retransmise, mercredi 9 septembre, à 10 h. Deux ateliers sont prévus : l'un qui donne la parole aux chefs d'entreprise et leaders associatifs, à 11 h 15 ; et l'autre sur l'intergénération professionnelle par l'entrepreneuriat, en mettant en valeur les dispositifs locaux, à 16 h. Une conférence, sur le projet du château de Bonaban, à 13 h 45, est également prévue.

Enfin, jeudi 10 septembre, à 14 h, une conférence recueillant des témoignages de femmes entrepreneuses.

Programme complet en pièce jointe et inscriptions sur www.febcitoyen.fe-breton.bzh/



Le Forum économique breton délocalise des ateliers et des conférences ouvertes au public, ce mercredi 9 et jeudi 10 septembre 2026, à la Grande Passerelle de Saint-Malo.

Le Forum économique breton délocalise des ateliers et des conférences ouvertes au public, ce mercredi 9 et jeudi 10 septembre 2026, à la Grande Passerelle de Saint-Malo.

ARCHIVES OUEST-FRANCE



De passage au Forum économique breton, mercredi 9 septembre, le PDG de Naval Group, Pierre Éric Pommellet, est revenu sur le contrat de plus de 4 milliards...

De passage au Forum économique breton, mercredi 9 septembre, le PDG de Naval Group, Pierre Éric Pommellet, est revenu sur le contrat de plus de 4 milliards d'euros signé pour la construction de quatre frégates de défense et d'intervention (FDI) pour la Suède. Un chantier XXL qui profitera à Lorient, où 100 embauches sont annoncées d'ici la fin de l'année. Une interview réalisée par Guillaume Bietry de la rédaction du Télégramme.

LE TELEGRAMME : La Suède a signé, le 31 août dernier, un contrat de 4,3 milliards d'euros pour l'achat de quatre frégates de défense et d'intervention (FDI) qui seront construites par Naval Group à Lorient (56). Que représente ce marché ?

PIERRE ÉRIC POMMELET : La première démonstration, c'est que l'Europe achète européen. En 2019, juste avant le covid, Naval Group faisait zéro euro de chiffre d'affaires en Europe. En 2026 et 2027, ce sera plus d'un milliard avec la Belgique, les Pays-Bas, la Grèce et maintenant la Suède. La deuxième réflexion, c'est que les acquisitions de défense s'accroissent. La Suède, il y a 18 mois, on en parlait à peine. Et à partir de l'été 2025, le pays a décidé d'accélérer ses investissements.

Comment faites-vous pour suivre le rythme ?

Il faut que nous, industriels, soyons aussi capables d'accélérer. Naval Group n'a pas attendu le contrat suédois pour investir. À Lorient, nous avons atteint, en 2025, notre objectif de production de deux frégates par an, avec la livraison d'un bâtiment à la France et d'un autre à la Grèce. En 2026, on s'apprête à en livrer deux autres à la Grèce. Le contrat suédois nous encourage à poursuivre nos investissements.

Comment le contrat avec la Suède va-t-il se traduire à Lorient ?

Sur ce site, nous sommes sur un rythme d'investissement de 10-15 millions d'euros par an. On va poursuivre et même augmenter ce rythme, avec des effectifs en plus. Le directeur du site de Lorient, Emmanuel Chol, a récemment annoncé une accélération des recrutements et l'embauche de 100 personnes supplémentaires d'ici la fin de l'année

[d'abord dans les métiers de la coque puis dans les métiers de l'armement, NDLR].

De nouvelles infrastructures vont-elles voir le jour à Lorient pour monter en puissance ?

Oui, on appelle cela des nefs ou des halls d'intégration. Trois nouvelles nefs vont être construites et un nouvel atelier composite. C'est la même chose à Brest, où nous construisons une nouvelle nef sur la cale du Point du jour. À Nantes-Indret, deux bâtiments sortent de terre tous les ans et à Cherbourg, là aussi deux nefs sont en construction. Dans le Grand Ouest, nous investissons près de 200 millions d'euros par an dans nos chantiers. En termes de recrutements, nous sommes autour de 900 par an pour accompagner les programmes de nos clients français et européens. La France représente deux tiers de l'activité de Naval Group.

Quel est le calendrier de construction des frégates suédoises ?

Le contrat nous emmène ensuite jusqu'à l'horizon 2033-2034. Le premier bateau, qui s'appellera Luleå, doit être livré en 2030. Pour cela, il faut que le chantier démarre maintenant [trois à quatre ans sont nécessaires, NDLR]. D'ici 2030, nous aurons aussi livré les quatre frégates grecques et trois des cinq frégates pour la Marine nationale française. Les deux dernières sont prévues après 2030.

La première frégate française a été livrée il y a plus d'un an mais elle n'est encore pas admise au service actif. Pourquoi ?

C'est normal, le premier de série doit réaliser énormément de tests dans toutes les configurations possibles. Elle a été très active puisqu'elle a navigué dans un très grand nombre de mers du globe - elle était présente en Suède pour la signature du contrat - et a démontré des performances que la Marine qualifie d'« excellentes ». Son admission au service actif est prévue en début d'année prochaine. La durée entre la mise à l'eau et l'admission au service actif sera réduite pour les prochaines frégates.

Vous travaillez avec de nombreux pays en Europe et ailleurs. L'international est-il l'un de vos principaux axes de développement ?

Naval Group va faire autour de 5 milliards d'euros de chiffre d'affaires cette année, en croissance de 3 à 5 %. C'est une croissance raisonnée, qui s'appuie sur les deux piliers. D'un côté la France, avec le renouvellement des programmes pour la Marine nationale et le lancement de France libre, le projet de porte-avions nouvelle génération, et de l'autre, l'international, en Asie, au Moyen-Orient, en Amérique latine et en Europe. La Belgique a lancé une compétition sur ses frégates, le Danemark également.

Avec le réarmement des nations, la demande est soutenue dans le secteur de la défense. Avez-vous encore des capacités de production disponibles en France ?

Même si j'ai dit que ça s'accélérait, l'industrie navale reste une industrie de temps long. On a le temps de voir quelques années à l'avance comment vont se structurer les besoins, mais nous avons toujours la capacité de répondre à des programmes nouveaux, que ce soit pour des bâtiments de surface ou des sous-marins. Dès 2030, il y aura des places de disponible pour la construction de nouvelles frégates à Lorient.

La nouvelle majorité élue en 2027 aura la responsabilité de la suite à donner à la loi de programmation

En France, votre carnet de commandes dépend du budget alloué à la défense. Craignez-vous de perdre en visibilité et en stabilité après l'élection présidentielle de 2027 ?

La défense fonctionne avec des lois de programmation militaire qui nous ont donné ces dernières années, et depuis longtemps déjà, une bonne visibilité.

La loi de programmation actuelle pourra être remise en cause par la nouvelle majorité au pouvoir en 2027...

La nouvelle majorité élue aura la responsabilité de la suite à donner à la loi de programmation. Quand on travaille sur un nouveau porte-avions nucléaire ou un sous-marin nucléaire lanceur d'engins, c'est la visibilité qui permet, à la fin, de maintenir, notamment, la posture de dissuasion de la France.

Un article de la rédaction du Télégramme

Complément de Mer et Marine : **voir notre article détaillé sur le programme des FDI suédoises**





QUIMPER

Brittany Aviation s'engage aux côtés des Armées

L'entreprise Brittany Aviation, dont le siège est à Quimper, vient de rejoindre le dispositif ProMilès du ministère des Armées. La convention a été signée à l'occasion du Forum économique breton, les 9 et 10 septembre, à Saint-Malo.

Spécialisée notamment dans le conseil et l'expertise en opérations aéromaritimes, l'entreprise quimpéroise fait partie de cinq sociétés bretonnes qui rejoignent le dispositif. Lancé en 2022, ProMilès vise à développer les liens et les partenariats entre le

monde économique et les forces armées. ■



Cinq entreprises bretonnes ont signé une convention ProMilès avec le ministère des Armées à l'occasion du Forum économique breton, à Saint-Malo. Photo : Ministère des armées



: LE MOCI

Trophées Bretagne 2026 du Moci : Silvadec, Piriou, RTsys, Eco-compteur, Kwan-Tek

Après la région Auvergne-Rhône-Alpes en juin, la Normandie en juillet, le tour de France des trophées du Moci a fait étape en Bretagne le 9

septembre, précisément à Saint-Malo, à l'occasion de la septième édition du Forum économique breton (FEB).

ETI, Innovation, PME, Startup : dans l'enceinte bouillonnante du palais des congrès Grand large, cinq pépites bretonnes de l'international ont été distinguées dans chacune de ces catégories et pour un prix spécial du jury, à l'issue d'une intense séance de « pitch » et d'un vote en direct du public.

L'événement était organisé en partenariat avec Bretagne commerce international (BCI), Bpifrance, BNP Paribas, LCL et la Caisse des français de l'étranger (CFE). Douze entreprises finalistes présélectionnées par un jury composé de professionnels de l'international issus de ces organismes étaient en lice. Leurs dirigeant(e)s ont eu 2 minutes, pas une de plus, pour convaincre l'assistance avant que le vote en direct du public ne les départage. À la clef : la participation à la deuxième grande finale nationale des trophées export du Moci, le 3 février 2027 à Paris.

Et les gagnants sont...

PRIX SPÉCIAL DU JURY : Silvadec (Arzal, Morbihan)

Fondée en 2001 à Arzal (Morbihan) par Bénédicte Jézéquel et Philippe Crez, cette PME de 140 salariés pour 35 millions d'euros de chiffre d'affaires, dont 35 % à l'export, est une pionnière du bois composite en Europe, introduit grâce à l'acquisition d'une licence pour un brevet américain. « Le bois composite était totalement inexistant en Europe », raconte sa dirigeante. Mais assurément l'entreprise « a répondu à des attentes fortes sur le plan technique », en Europe et hors Europe.

Terrasses, clôtures et bardages, sa gamme s'est étoffée en 25 ans, avec une stratégie de développement qui mise sur l'innovation, la maîtrise industrielle et une forte ambition environnementale marquée notamment par un fort engagement en matière d'économie circulaire et de recyclage. Son ambition européenne s'est traduite, en 2017, par la création d'une filiale en Allemagne, plus précisément à Schierling, en Bavière. Celle-ci est devenue un véritable relais industriel et commercial pour les marchés du centre de l'Europe. Elle dispose également aujourd'hui d'un solide réseau de distribution en Europe.

Légende : Bénédicte Jézéquel, P-dg de Silvadec, reçoit le prix spécial du jury des mains d'Annie Berthelot, directrice générale de Bretagne commerce international (BCI)

ETI : Piriou (Concarneau, Finistère)

Le chantier de Concarneau, d'origine familial et soixantenaire, aurait pu disparaître à l'époque de la grande crise de la pêche, aime à raconter Alain Le Berre, son directeur général Finance. Sauf qu'il a su se diversifier sur de nouveaux marchés comme les navires destinés à l'action de l'État en mer (60 % de son activité aujourd'hui) ou les navires civils pour les besoins spéciaux (offshore, océanographie...). Une diversification qui est allée de pair avec l'internationalisation avec des chantiers de construction au Vietnam et en Roumanie, et un chantier de réparation au Nigeria pour rester compétitif face à une concurrence internationale devenue féroce. « Nous allons livrer deux patrouilleurs de 60 mètres à la Marine du Monténégro en 2027 » souligne non sans fierté le dirigeant.

Aujourd'hui piloté par son management, en forte croissance, le groupe Piriou, qui s'est allié à Naval Group en 2013 pour entrer sur le marché de la défense, réalise près de 80 % de son chiffre d'affaires (361 millions d'euros en 2025) à l'export. En 2025, sur 1463 personnes, plus de la moitié était localisée dans son fief finistérien, où sont concentrés les chantiers historiques, la R&D, l'ingénierie, et les fonctions support...

Légende : Alain Le Berre, directeur général Finance de Piriou, reçoit le prix ETI des mains de Jean-Philippe Cuocci, Head of Global Trade Solutions BNP Paribas

INNOVATION : RTsys Group (Lanester, Morbihan)

Rtsys est une véritable pépite dans le domaine de l'innovation marine, réunissant des compétences uniques dans des domaines clefs tels que l'acoustique sous-marine, la robotique autonome, et l'électromagnétisme marin. Elle conçoit et fabrique ses propres outils, développe une activité d'intégrateur d'équipements, et déploie des services de collecte et d'analyse de données. Ses clients ? Les industriels de l'éolien offshore et des câbles sous-marins télécom, les instituts et laboratoires de recherche scientifiques, et les forces armées, en particulier les marines. « Nos solutions servent à savoir ce qu'il se passe sous la mer » résume son P-dg, François-Xavier Cointe, qui insiste aussi sur la capacité de l'entreprise à faire du sur-mesure pour ses clients. Y compris, par exemple, de détecter et surveiller les activités de drones sous-marins, domaine ultra-sensible par les temps qui courent...

Reprise par ses cadres en 2021, l'entreprise est en forte croissance depuis (+ 20 % en cinq ans) et son terrain de jeu est devenu résolument international : la moitié de son chiffre d'affaires (de l'ordre de 25 millions d'euros) est réalisé à l'export, avec comme principaux marchés l'Europe et l'Asie. Elle vient d'inaugurer un nouveau site de production à Lorient avec l'ambition de doubler de taille d'ici 2030. « Nous sommes fiers, avec toutes les équipes, de ce rayonnement international » se félicite son P-dg.

Légende : François-Xavier de Cointet, P-dg de RTsys, reçoit le prix Innovation des mains de Lydie Kerneis, déléguée International de Bpifrance

PME : Eco-Compteur (Lannion, Côtes-d'Armor)

Mesurer et analyser les flux d'utilisateurs sur une voie, un pont, une piste cyclable, un parc ? C'est le job d'Eco-Compteur, dont les appareils, de plus en plus sophistiqués au fil de ses 25 ans d'existence, savent compter piétons, coureurs, cyclistes, véhicules... De Perros Guirec à New-York, « les villes ont besoin de compter pour gérer leurs politiques d'aménagement, et nous, nous savons compter » résume Charlotte Darre, directrice du Marketing et de la communication d'Eco-Compteur. Et son terrain de jeu est résolument international

La PME emploie 158 salariés, dont les trois quarts en France, et réalise de son chiffre d'affaires (17,6 millions d'euros en 2025) à l'export. « Nous avons 30 000 compteurs installés dans 60 pays » souligne Franck Hogie, directeur administratif et financier de la PME. Celle-ci s'appuie sur un réseau international de 7 filiales (Allemagne, Pologne, Royaume-Uni, Canada, Etats-Unis, Australie, Hong Kong), au plus près des clients. Il faut dire que depuis le premier prototype de compteur, mis au point au début des années 90, l'entreprise a intégré beaucoup de technologies. Le dernier né de ses produits, qui intègre de l'intelligence artificielle, vient d'être installé sur le pont de Brooklyn, à New York..

Légende : Franck Hogie, directeur administratif et financier et Charlotte Darre, directrice du Marketing et de la communication d'Eco-Compteur, reçoivent le prix PME des mains de Yannick Le Blevec, directeurs Entreprise Ouest de LCL

STARTUP : Kwan-Tek (Ploemeur, Morbihan)

« Apporter la mesure quantique à l'industrie » : c'est ainsi que Remi Geiger, fondateur et dirigeant de Kwan-Tek, résume la vocation de cette startup créée en 2023 à Lorient pour développer des systèmes de mesure magnétique de très haute précision fondés sur des capteurs quantiques à base de diamant. Avec des applications concrètes qui intéressent de nombreux secteurs de l'industrie civile et militaire : contrôle non destructif (CND) de pièces métalliques critiques, magnétomètres quantiques pour la navigation résiliente et la détection en environnements contraints, plateformes pédagogiques et d'instrumentation pour l'enseignement et la recherche ...

Trois ans après sa création, la jeune pousse, lauréate de France 2030, est déjà très internationale et a donné un coup d'accélérateur à la commercialisation de ces solutions. Elles commencent à cartonner dans le monde pour le CND et l'enseignement (25 universités équipées de sa plateforme Kwanteach). Kwan-Tek s'appuie sur une présence commerciale dans 14 pays sur quatre continents et son portefeuille comprend déjà une trentaine de clients à l'échelle mondiale. Son ambition ? « Devenir la référence mondiale de la mesure de précision industrielle » s'enthousiasme son dirigeant. En 2025, avec un effectif de 25 personnes,

elle a réalisé 1,2 millions d'euros de chiffre d'affaires dont 42 % à l'export. Et c'est juste le début de l'aventure...

Légende : Remi Geiger, CEO de Kwan-Tek, reçoit le prix PME des mains de Julie Michel, Commerciale Grands Comptes de la Caisse des Français de l'étranger (CFE)

Christine Gilguy

Le Moci Export Decision

Comparaison & scoring des marchés

Décision DG / DAF / Export alignée

Plans d'entrée marché & livrables



<https://www.lemoci.com/wp-content/uploads/2021/03/moci-picture.png>

par Christine Gilguy





ILLE-ET-VILAINE

La production d'énergie s'invite au Forum économique breton

Énergie. Le président de la région Bretagne, Loïg Chesnais-Girard, a défendu la création des parcs éoliens en mer, au Forum économique breton, à Saint-Malo.

L'océan nous ouvre une possibilité extraordinaire pour produire de l'énergie décarbonée avec la force du vent et avec l'intelligence de nos ingénieurs, exprime Loïg Chesnais-Girard, président de la région Bretagne, à Saint-Malo.

Hier, une conférence se tenait au Forum économique breton sur le thème de l'électricité comme levier de développement, de souveraineté et de transition, en présence de Bernard Fontana, président-directeur général d'EDF.

Loïg Chesnais-Girard a assuré une courte introduction en rappelant l'urgence de sortir des énergies fossiles. Nous sommes très fiers d'avoir mis en œuvre le parc éolien en baie de Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor). » Deux autres parcs offshore devraient voir le jour en Bretagne Sud au large de Belle-Île et en Bretagne

Nord dans la baie de Morlaix (Finistère).

Des projets qui suscitent des oppositions. Nous devons nous engager dans ces industries, tout en convainquant ceux qui s'inquiètent, martèle le président de région. Il faut absolument sortir du fossile, chaque tonne de CO2 envoyée dans l'atmosphère est un poison pour l'habitabilité de notre planète.

Bernard Fontana, pour sa part, a défendu l'énergie électrique dont le prix est stable, a contrario des hydrocarbures dont les cours s'envolent avec le conflit au Moyen-Orient.

Une adaptation au changement climatique

La France produit son électricité grâce à un mix nucléaire-hydraulique. Un des enjeux actuels est d'adapter les installations aux

effets du réchauffement climatique.

En cas de fortes chaleurs, la hausse de la température des rivières peut contraindre EDF à réduire, voire arrêter la production de ses centrales nucléaires pour éviter de réchauffer davantage les cours d'eau.

Malgré les canicules, nous avons produit 10 % de plus que l'année précédente et nous avons continué à exporter. ■



Le parc éolien offshore en baie de Saint-Brieuc a été entièrement mis en service en 2024. Photo : Guillaume Saligot / Ouest-France

par Isabelle Lê





Saint-Malo À Saint-Malo, Gabriel Attal défend une décentralisation simplifiée

Guillaume Bietry

Décentraliser, oui, mais pas n'importe comment. De passage à Saint-Malo (35), mercredi, Gabriel Attal a fait un crochet par le Forum économique breton pour intervenir sur un sujet cher à la Bretagne : la décentralisation. Devant un parterre de dirigeants et élus de la région, le candidat à la présidentielle du parti Renaissance s'est montré ouvert à un nouvel acte de décentralisation, sur de nouvelles bases : « Ce qu'il faut, c'est se donner un objectif : celui de l'efficacité ».

Une efficacité qui, selon l'ex-Premier ministre d'Emmanuel Macron, fait défaut en raison de la coexistence d'une « multitude d'acteurs ». « On se transforme presque d'une démocratie en une vétécratie, où, sur un projet, vous avez toujours quelqu'un, à un endroit, qui a la capacité de bloquer. » Le signe, pour Gabriel Attal, que les promesses de simplifi-

cation portées par l'actuel président de la République n'ont pas été tenues. « Pour moi, c'est l'un des principaux échecs des dix dernières années. »

Un « pouvoir législatif » pour les collectivités ?

Alors que des mesures sur le sujet doivent être présentées cet automne, Gabriel Attal estime qu'une « clarification des compétences » est nécessaire, en prenant en compte « les différences et enjeux territoriaux » et en recentrant l'État sur « le régalién » (sécurité intérieure et extérieure, école...). « Pour le reste, on doit assumer de confier davantage de responsabilités aux collectivités locales. » Mais il faut qu'on sache « qui est chargé de quoi et, surtout, assurer à chacun la capacité de chacun de financer cette compétence », avec « une forme d'autonomie fiscale », « un pou-

voir réglementaire » et « pour-quoi pas un pouvoir législatif ».

En termes d'organisation territoriale, celui qui est aussi député des Hauts-de-Seine se dit favorable à une réduction du nombre d'échelons locaux (mairies, intercommunalités, départements, régions) : « Je crois qu'on peut passer de quatre à trois et faire aussi bien, voire mieux, avec moins ». ■



Gabriel Attal est intervenu lors d'une conférence au Forum économique breton. Photo : Photo G.B.

ENCADRÉS DE L'ARTICLE



Les défis de la campagne présidentielle s'invitent au Feb

L'étude Forvis Mazars sur le vivre-ensemble en Bretagne a planté le décor mercredi en ouverture du Forum économique breton à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine). Les freins au mieux-vivre dans la région ? La difficulté d'accès au logement s'affiche à 56 %, l'offre de mobilité et de transports à 34 % et l'accès au service public et à la santé à 32 %.

Le président de la Bretagne, Loïg Chesnais-Girard, a aussi fléchi ces urgences, et celle de la production. Il y a la dette de la France mais il faudra aussi sauver notre production garante de la souveraineté alimentaire et industrielle. Et sur le déséquilibre démographique : « Il faudra poser un nouveau pacte pour accueillir des forces de tra-vail. » Autant de dossiers qui alimenteront la campagne présidentielle.

Pour autant, les dirigeants d'entreprise ne se tournent que peu vers les politiques.

« Nous trouvons nos solutions dans nos entreprises et avec nos territoires. Nous n'attendons pas d'aides », avance Alban Boyé, à la tête du groupe Trecobat à Lannilis (Finistère), mais aussi membre des Dirigeants responsables. Pour Laurent Berger, ex-secrétaire général de la CFDT et actuel président du conseil d'administration du CIC Ouest, l'entreprise ne peut pas suppléer aux défaillances de la puissance publique mais elle a aussi son rôle civique et politique à assumer. Cette notion de responsabilité s'est retrouvée lors du débat sur la décentralisation. « Le logement, l'eau, l'agriculture... Autant de dossiers qui peuvent se gérer au plus près des territoires » pour le président de la Bretagne.

Un fédéralisme à la française alors ? Gabriel Attal (Renaissance), présent au Feb, dit oui, et ce n'est pas affaiblir l'État que d'additionner des efficacités de territoires en autonomie. Dans un courrier aux entrepreneurs rendu public mercredi, le Premier ministre a quant à lui fait un geste en faveur des entreprises: il **diminuera** dans le budget 2027 la contribution exceptionnelle sur les bénéfices.

par Élisabeth Montaufray-Bureau



ENTRETIEN. « L'Europe achète européen » : le PDG de Naval group confiant sur l'avenir du naval de défense français

À l'occasion du Forum économique breton de Saint-Malo, le PDG de Naval group Pierre Éric Pommellet a accordé un entretien au « marin » pour évoquer l'avenir de l'entreprise qui vient de signer son plus gros contrat de ces dernières années à l'international.

Dans une interview accordée au *marin*, *Ouest-France* et au *Télégramme*, lors du Forum économique breton de Saint-Malo, mercredi 9 septembre, le président-directeur général de Naval group Pierre Éric Pommellet a annoncé les investissements à venir sur ses sites du grand ouest : Cherbourg, Brest, Lorient et Nantes. L'industriel français spécialisé dans le naval de défense a récemment signé un très gros contrat de 4,3 milliards d'euros pour la construction de quatre frégates de défense et d'intervention pour la marine suédoise.

Le contrat de quatre frégates signé par la Suède est l'un des plus gros remportés par Naval group ces dernières années, est-ce le retour d'une nouvelle dynamique ?

La première démonstration du contrat suédois, c'est que l'Europe achète européen. En 2019, notre chiffre d'affaires en Europe était de zéro, en 2026 et 2027, on va faire plus d'un milliard d'euros avec la Belgique, les Pays-Bas, la Grèce et maintenant la Suède. Et surtout, on voit que les acquisitions de défense s'accroissent. Le choix de la Suède a été annoncé le 19 mai et le contrat est signé le 31 août.

Ce nouveau contrat s'élève à 4,3 milliards d'euros. Quelle répercussion va-t-il avoir sur vos sites dans l'Ouest et en France ?

Nous n'avons pas attendu le contrat suédois pour investir et renforcer nos capacités de production. Nous avons atteint en 2025 notre objectif de production de deux frégates par an, en livrant une frégate à la France et une à la Grèce et on s'apprête à livrer deux nouvelles frégates à la Grèce. Évidemment, le contrat suédois nous encourage à poursuivre ces investissements.

Dans le grand ouest, sur nos sites de Cherbourg, Brest, Lorient et Nantes, c'est près de 200 millions d'euros par an d'investissement dans nos chantiers. À Nantes, nous construisons deux nouveaux bâtiments par an. Une nouvelle nef va être construite à Brest, deux à Cherbourg et Lorient va être notamment doté d'un nouvel atelier composite.

En termes de recrutement, toujours dans le grand ouest, on sera autour de 900 recrutements par an, pour accompagner les programmes de nos

clients français et européens. La France représentant deux tiers des activités de Naval group.

Quand seront livrées ces frégates ?

La première, qui s'appellera *Luleå*, sera livrée dès 2030. Donc la construction démarre maintenant ! D'ici 2030, nous aurons livré les quatre frégates grecques ainsi que trois des cinq frégates françaises. Les deux dernières frégates à destination de la Marine nationale passeront après les quatre frégates suédoises.

La première frégate de défense et d'intervention a été livrée à la Marine nationale il y a plus d'un an, mais elle n'est toujours pas admise au service actif. Quels sont les retours sur ce nouveau modèle ?

Oui c'est normal, le premier de série doit réaliser énormément de tests dans toutes les configurations possibles, et elle a été extrêmement active puisqu'elle a navigué dans un très grand nombre de mers du globe, et notamment en Suède où elle était présente pour la signature du contrat. Elle a démontré des performances que la marine qualifie « d'excellentes » et son admission au service actif est prévue en début d'année prochaine. Évidemment, la durée entre la mise à l'eau et l'admission au service actif sera réduite pour les prochaines.

Est-ce que vous disposez encore de capacités de production disponibles en France ?

Même si j'ai dit que ça s'accélérait, l'industrie navale reste une industrie de temps long. On a le temps de voir quelques années à l'avance comment vont se structurer les besoins, mais oui nous avons toujours la capacité de répondre à des programmes nouveaux que ce soit pour des bâtiments de surface ou des sous-marins. Dès 2030, il y aura des places de disponible pour la construction de frégates à Lorient.

Où en est le site de La Londe-des-Maures, dans le Var, qui sera dédié à la construction des drones ?

Nous avons démarré la construction du bâtiment. C'est un site qui sera entièrement dédié aux drones en hybridation avec les flottes traditionnelles. Le site sera opérationnel début 2028. Là aussi, ça va très vite. Nous avons la conviction que la flotte opérationnelle de demain, c'est bien une complémentarité entre des bateaux avec équipage qui forment la composante majeure de dissuasion, bien sûr, mais aussi des drones qui travailleront avec eux pour élargir les moyens d'action. Et qui dit drone, dit nécessaire protection contre les drones qui sont des sujets sur lesquels nous travaillons beaucoup.

L'élection présidentielle de 2027 pourrait-elle avoir un impact négatif sur le développement de votre activité ?

Les lois de programmation militaire - et leur respect - nous ont donné ces dernières années, mais depuis longtemps déjà, une bonne visibilité. Quand on travaille sur un porte-avions nucléaire, le *France Libre*, ou sur

un sous-marin nucléaire lanceur d'engin, c'est sûr que c'est la visibilité qui permet de maintenir notamment la posture de dissuasion de la France. Nous allons réaliser cette année un chiffre d'affaires de 5 milliards d'euros, en croissance de 3 à 5 %. C'est une croissance raisonnée, qui s'appuie sur deux piliers : le renouvellement des programmes de la Marine nationale et l'international avec des projets européens mais aussi en Inde, en Indonésie, au Brésil.

Est-ce que le calendrier politique joue en votre défaveur à court terme pour répondre à ces appels d'offres internationaux (Argentine, Danemark...) ?

Les partenaires internationaux sont un peu comme la France, chez eux aussi ça bouge. Donc ils sont parfaitement conscients du fait qu'en France, il peut y avoir du changement et d'ailleurs notre pays a été plutôt stable comparé à d'autres. On voit aussi que les sujets de défense créent un certain consensus et notamment en Europe sur la nécessité de s'équiper et de se renforcer, donc notre modèle va dépendre de notre capacité à agir. Et pour la France, de notre capacité à dissuader : le président de la République a lancé un chantier de dissuasion avancée en amenant un certain nombre de pays dans la discussion.

Est-ce que l'arrivée d'un nouvel acteur comme l'allemand Rheinmetall dans le naval de défense peut pénaliser les chantiers européens ?

Il y a beaucoup de coopération en Europe sur le naval militaire. Nous avons par exemple un programme avec l'Italie et l'Espagne pour la création d'une future corvette européenne, appelé european patrol corvette. Il y a aussi de la compétition entre chantiers bien sûr. La Belgique a lancé une compétition sur ses frégates. Le Danemark a lancé une compétition sur ses frégates. Parfois, on gagne, parfois on perd, c'est le monde des affaires. Aujourd'hui, vu la demande qu'il y a et la nécessité absolue de renforcer nos outils de défense, il y a de la place pour tout le monde.



Pierre Éric Pommellet, président-directeur général de Naval group, le 9 septembre, lors du Forum économique breton, à Saint-Malo.

Pierre Éric Pommellet, président-directeur général de Naval group, le 9 septembre, lors du Forum économique breton, à Saint-Malo.



Citroën offre une série spéciale très française à son C5 Aircross, avec un clin d'œil à la Bretagne

Citroën lance le C5 Aircross Émeraude, une série spéciale très française qui rend hommage à la Bretagne et à l'usine de Rennes-La Janais. Teinte océanique, confort renforcé et équipements généreux promettent un SUV familial plus désirable que jamais.

Un SUV familial français, une couleur qui rappelle l'océan et un petit drapeau tricolore sur la custode. Avec la nouvelle série spéciale Citroën C5 Aircross Émeraude, la marque aux Chevrons met en avant le lien très concret entre son grand SUV et la région où il est fabriqué, en Bretagne. Un an après l'arrivée en concessions de la deuxième génération, d'abord montrée en concept-car au Mondial de Paris 2024, Citroën fête cet anniversaire avec une série très identitaire. Inspirée par la Côte d'Émeraude, à deux pas de l'usine de Rennes-La Janais, cette version veut mêler couleur océanique, confort renforcé et équipement enrichi : reste à voir ce que cette déclinaison change vraiment pour le C5 Aircross au quotidien. Quand changer les plaquettes de frein ?

Comment savoir si mes pneus sont usés ?

Quand recharger la climatisation ?

Quand faire la révision de ma voiture ?

Quels sont les signes qu'une vidange est nécessaire ?

Un Citroën C5 Aircross Émeraude aux racines bretonnes La deuxième génération du Citroën C5 Aircross a quitté le stade du concept pour rejoindre les concessions en 2025. Pour marquer cette première année de carrière, la série spéciale Émeraude arrive au catalogue comme une véritable édition anniversaire, sans changer le positionnement familial du SUV. Découvrir les conseils entretien & réparation Ce modèle reste produit à l'usine de Rennes-La Janais, et Citroën insiste sur ce lien territorial. La teinte exclusive émeraude évoque l'océan et la célèbre Côte d'Émeraude, située à quelques kilomètres seulement du site industriel breton où sort le C5 Aircross. Un moyen pour le constructeur de signer un SUV très français, autant par son lieu de production que par son esthétique.

Cette nouvelle couleur reprend l'idée du vert "The Incredible Green" vu sur le concept, finalement abandonné car jugé trop coûteux à industrialiser. À la place, Citroën opte pour un bleu vif inédit, proche du Bleu Obsession déjà vu chez Peugeot sur les 3008, 5008, mais aussi 208, 308, 2008 ou 408. Ce ton dichroïque, très changeant selon la lumière, met en valeur les volumes du SUV et renforce son côté routier, presque comme un

clin d'œil de famille au reste du groupe. Découvrir les conseils entretien & réparation

Une présentation très

française jusque dans l'habitacle Sur la carrosserie, la teinte émeraude se prolonge sur des Color Clips inédits au niveau du bouclier avant et des protections latérales. La série spéciale reçoit aussi un sticker spécifique sur la custode arrière, accompagné d'un petit drapeau français intégré dans le décor noir laqué. Pour ceux qui préfèrent des couleurs plus classiques, d'autres teintes restent disponibles sur cette édition : Noir Perla Nera, Gris Platinum, Blanc Okenite ou Vert Astoria.

À bord, l'ambiance reprend la sellerie claire de l'atmosphère Hype Grey, en TEP Premium perforé et tissu gris, habituellement proposée en option à 1 400 € sur la finition Plus qui sert de base à cette série. Des détails bleus vifs ponctuent l'habitacle : insert turquoise sur la planche de bord face au passager, sur les dossiers de sièges avant et arrière, mais aussi petites étiquettes et sur-tapis dédiés. Le tout se combine avec les éléments de confort déjà connus du modèle, comme les sièges Advanced Comfort et les suspensions à butées hydrauliques progressives, conçues pour lisser les irrégularités de la route. Une

dotation enrichie et toutes les motorisations au catalogue La dotation progresse franchement par rapport à un C5 Aircross Plus classique. La série Émeraude ajoute un siège conducteur à réglages électriques, des sièges avant chauffants, un volant chauffant et un hayon motorisé mains libres. Elle intègre aussi des équipements issus de la finition supérieure Max, comme un accoudoir pour la banquette de deuxième rang, un chargeur de smartphone par induction et le Pack Drive Assist 2.0. Ce dernier réunit, entre autres, l'aide au maintien dans la voie, l'alerte de trafic arrière jusqu'à 40 m, l'assistance semi-automatique au changement de voie, la préconisation anticipée des limitations de vitesse et la surveillance d'angle mort longue distance jusqu'à 75 m. En Route

En route - Alex Goude

La série spéciale Citroën C5 Aircross Émeraude reste disponible avec l'ensemble des motorisations du SUV : micro-hybride, hybride rechargeable et version 100 % électrique, de façon à couvrir aussi bien les trajets quotidiens que les départs en vacances vers la Bretagne. Le modèle sera présenté en avant-première au Forum économique breton de Saint-Malo le 10 septembre, avant une commercialisation annoncée pour octobre 2026. Il doit être exposé au Mondial de l'Automobile de Paris au côté d'un concept de future 2CV. Citroën n'a pas encore communiqué de tarif, mais le positionnement devrait se situer entre les finitions Plus et Max, ce qui laissera aux familles le temps de se situer dans la gamme avant d'arbitrer leur budget.



<https://sf1.autoplus.fr/wp-content/uploads/autoplus/2026/09/image23.jpg>



<https://sf1.autoplus.fr/wp-content/uploads/autoplus/2024/08/suivez-nous-sur-google-news-1.png>



La Bretagne doit mieux convertir son attractivité résidentielle en levier de développement économique

La Bretagne reste l'un des territoires les plus attractifs pour sa qualité de vie, mais cette force résidentielle montre ses limites. Logement, accès aux emplois qualifiés et capacité à retenir les jeunes deviennent des enjeux économiques majeurs, alors que l'attractivité de la région décroche nettement pour les start-up. C'est ce que met en lumière l'étude « Une vie meilleure en Bretagne », réalisée par Forvis Mazars avec Freethinking et Viavoice à l'occasion du Forum économique breton.

La Bretagne dispose d'un atout que beaucoup de territoires lui envient : sa qualité de vie. Mais cette attractivité résidentielle commence aussi à produire des tensions sur le logement, l'emploi et les compétences. Si la région reste largement attractive pour les entreprises, elle séduit un peu moins lorsqu'il s'agit d'attirer des start-up et des activités à forte valeur ajoutée. Ce sont quelques-uns des enseignements de l'étude Une vie meilleure en Bretagne, réalisée par Forvis Mazars avec Freethinking et Viavoice auprès de 132 citoyens et 300 dirigeants bretons. Elle a été présentée à l'occasion du Forum économique breton.

Forte attractivité résidentielle

92 % des dirigeants interrogés jugent satisfaisante la qualité de vie en Bretagne pour l'ensemble de la population, et 82 % portent le même regard sur le monde de l'entreprise. Le cadre naturel et environnemental arrive largement en tête des facteurs contribuant au bien vivre, devant l'identité culturelle et l'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle. Cette qualité de vie nourrit une forte attractivité résidentielle. 90 % des dirigeants considèrent ainsi la Bretagne attractive pour les familles et 89 % pour les seniors. La proportion atteint 81 % pour les entreprises et 78 % pour les jeunes actifs. Les investisseurs sont également jugés attirés par la région par 75 % des dirigeants tandis que 72 % estiment la Bretagne attractive pour les talents qualifiés.

Le logement devient un frein à l'attractivité

L'étude montre les limites de ce modèle, à commencer par le logement. 56 % des dirigeants interrogés le citent comme un frein au bien vivre. Il arrive également en tête des priorités pour améliorer la vie quotidienne demain. Les citoyens consultés décrivent une difficulté particulièrement forte d'accès au logement dans les zones où se concentrent les emplois : hausse des prix immobiliers, poids des résidences secondaires et des locations saisonnières, raréfaction de l'offre... Cette situation peut conduire les actifs à s'éloigner des bassins d'emploi, avec un impact sur le recrutement et la fidélisation des salariés. Les dirigeants citent également la mobilité et les transports comme un frein au bien vivre pour

34 % d'entre eux, devant l'accès aux services publics et à la santé et le vieillissement de la population, à 32 % chacun. Les déséquilibres entre le littoral et l'intérieur de la Bretagne sont, eux, évoqués par 31 % des dirigeants.

Une attractivité moindre pour les start-up

L'étude met en évidence un autre contraste. Si 81 % des dirigeants jugent la Bretagne attractive pour les entreprises, la proportion tombe à 72 % pour les talents qualifiés et à 56 % pour les start-up. La région dispose d'un tissu économique solide, notamment dans l'agriculture, l'agroalimentaire, l'industrie, le maritime ou le tourisme. Mais l'étude pointe aussi les difficultés liées à l'adéquation entre les qualifications disponibles et les emplois proposés. Les emplois à forte valeur ajoutée sont davantage concentrés dans les grandes villes, tandis que certains territoires se caractérisent par une offre de métiers moins diversifiée. La formation et l'accès à des emplois correspondant aux qualifications constituent ainsi un autre point de tension. L'étude rappelle un taux de déclassement de 35 % chez les jeunes Bretons en 2021. Pour les citoyens interrogés, une partie des jeunes diplômés se retrouve confrontée à une offre régionale qui ne correspond pas suffisamment à ses qualifications ou à ses aspirations.

Retenir les jeunes sur le territoire

Dans ce contexte, la capacité à retenir les nouvelles générations devient une priorité pour les dirigeants. 64 % estiment qu'il faut donner aux jeunes les moyens de réussir leur vie professionnelle en Bretagne pour améliorer la vie quotidienne. Plusieurs leviers sont identifiés : logement, mobilité, formation, niveau de qualification des emplois et rémunérations. Les engagements attendus des entreprises suivent cette logique. La revalorisation des métiers manuels arrive en tête, citée par 40 % des dirigeants, devant l'accès au logement des salariés (33 %) et le renforcement de la formation et de l'insertion professionnelle des jeunes (30 %). L'enjeu est donc moins d'attirer de nouveaux habitants que de permettre aux jeunes qui vivent en Bretagne d'y construire leur parcours professionnel.



L'étude réalisée par Forvis Mazars avec Freethinking et Viavoice a été présentée à l'occasion du Forum économique breton, à Saint-Malo.

L'étude réalisée par Forvis Mazars avec Freethinking et Viavoice a été présentée à l'occasion du Forum économique breton, à Saint-Malo.

©DR

par Maureen Le Mao



ÉCONOMIE

NEWS : LETELEGRAMME.FR

« On ne peut plus acheter de logement là où on a grandi » : la Bretagne, victime de son attractivité ?

La Bretagne est l'une des régions les plus attractives de France. Mais pour le rester, elle doit trouver des solutions aux tensions engendrées par ce dynamisme, notamment pour retenir les jeunes, selon une étude présentée ce mercredi au Forum économique breton.

Comment conjuguer développement économique et « bien vivre » en Bretagne ? C'est la question qui sous-tend les travaux présentés par Forvis Mazars, ce mercredi 9 septembre, lors du Forum économique breton (FEB) de Saint-Malo (35). Pour la 7^e édition de ce rendez-vous, le groupe d'audit et de conseil a réalisé une étude* croisant les regards de citoyens et de chefs d'entreprises bretons sur l'avenir de leur région. Premier enseignement : la Bretagne est une terre à laquelle tout le monde est attaché et qui a de gros atouts, en particulier son cadre de vie et son identité culturelle. « Il y a quelque chose qui relève du cœur : les Bretons aiment vivre en Bretagne », résume Ève Martineau, associée chez Forvis Mazars.

L'étude montre aussi que citoyens et dirigeants ont davantage confiance dans les perspectives de ce territoire attractif (aussi bien d'un point de vue économique que démographique) que dans celles du pays. 18 % des patrons estiment ainsi la situation économique française bonne, mais ils sont 50 % à porter ce jugement sur la Bretagne et 76 % sur leur propre entreprise.

Le logement, priorité numéro 1

Pour autant, tout n'est pas rose. Attractivité oblige, la Bretagne attire de nouvelles populations, ce qui génère d'importantes tensions : pénurie de logements, offre de transports à développer, difficultés d'accès aux services public et à la santé... « Le logement apparaît comme le principal point de fragilité. Pour 56 % des dirigeants d'entreprise, cet enjeu est même identifié comme le premier frein au « bien vivre ». Et chez les citoyens, on entend des phrases comme « on ne peut plus acheter dans les endroits où on a grandi » », rapporte Ève Martineau.

Pour elle, il y a là un « vrai paradoxe » : « Plus la Bretagne attire, plus elle doit préserver les équilibres qui fondent son attractivité ». Mais pour les citoyens, pas question de mettre le pied sur le frein. Ils appellent plutôt à trouver des solutions et considèrent que les entreprises ont un rôle à jouer. Les patrons sont 84 % à partager cet avis mais 65 % préviennent que ce rôle doit être partagé avec les pouvoirs publics et les associations. Avec une priorité : retenir les jeunes, en leur permettant d'envisager l'avenir là où ils ont aimé grandir.

*Étude « Une vie meilleure en Bretagne », réalisée sur la base d'une étude qualitative réalisée en mars par FreeThinking auprès de 132 citoyens bretons âgés de 20 à 65 ans et d'une étude quantitative réalisée par Viavoice en mai auprès d'un échantillon de 300 dirigeants d'entreprises de 10 salariés et plus implantées en Bretagne.



« Les dirigeants d'entreprise ne renoncent pas, ils temporisent » : Regard d'une experte bancaire au forum breton

Le Forum économique breton, le FEB, ouvre ce mercredi 9 septembre 2026 à Saint-Malo. Les entreprises doivent encore relever les défis tant géopolitiques que de transitions énergétiques ou vers l'IA. Point de situation avec la directrice de la clientèle de BNP Paribas Clotilde Quilichini.

La banque BNP Paribas accompagne plus de 4 600 entreprises bretonnes dans des secteurs très variés. Et se trouve au capital de start-ups comme Agriloops, Ostréa ou d'ETI, entreprise de taille intermédiaire, avec Vivalto, Emeraude Solaire ou Cordon electronics, pour ne citer que quelques exemples. La directrice de la clientèle Entreprises, Clotilde Quilichini, chez BNP Paribas analyse la situation actuelle.

Vous êtes au Forum économique Breton 2026, comment voyez-vous l'économie bretonne en cette rentrée ?

Le tissu économique breton fait preuve d'une réelle solidité, et c'est d'abord une question de structure : une économie diversifiée, un maillage de PME et d'ETI très ancré dans ses territoires, souvent à capital familial. Ce sont des entreprises qui raisonnent sur le temps long, transmettent, et ne pilotent pas au trimestre. C'est une force considérable dans une période d'incertitude.

Cela ne veut pas dire que la conjoncture est simple. Ce que nous observons chez nos clients, c'est un renforcement du pilotage : gestion fine des marges et de la trésorerie, arbitrages prudents sur l'investissement. Les dirigeants ne renoncent pas, ils temporisent. Dans notre métier, les chiffres de conjoncture racontent le passé ; les demandes de financement, elles, racontent l'intention...

Notre vigilance pour les mois à venir porte sur les conséquences de la sécheresse. Compte tenu du poids de l'agriculture et de l'agroalimentaire dans l'économie régionale, Nous nous organisons dès maintenant pour être aux côtés des différentes parties prenantes concernées. C'est précisément notre rôle : être présent avant que la tension n'arrive, accompagner les investissements d'adaptation, et rester dans la durée aux côtés des entrepreneurs du territoire.

Vous accompagnez combien d'entreprises en Bretagne et dans quels secteurs ?

Nous accompagnons plus de 4 600 entreprises bretonnes dans des secteurs très variés. Il serait d'ailleurs réducteur de résumer la Bretagne à l'agroalimentaire, même si ce secteur reste un poumon régional qui démontre régulièrement sa capacité de rebond. La région s'appuie sur

d'autres piliers solides — le naval et la défense, portés par des carnets de commandes de long terme, avec pour principal enjeu le recrutement et la transmission des savoir-faire. Et elle investit des filières d'avenir où elle fait figure de leader : la cybersécurité, avec un écosystème dense de Brest à Rennes en passant par Lannion et Vannes, et la propulsion vélique, au croisement du naval, du nautisme. C'est cette diversité qui explique la résilience bretonne : elle ne repose pas sur un seul moteur.

Comment trouvez-vous la santé des entreprises au plan national depuis janvier 2026 ?

À la tête de la clientèle Entreprises chez BNP Paribas en France, j'accompagne avec mes équipes les ETI, entreprise de taille intermédiaire, et PME au-dessus de 7 millions d'euros du chiffre d'affaires. Nous sommes face à une situation similaire à celle d'avant Covid. Nous n'observons pas une situation anormale de défaillances d'entreprises mais peut-être une accélération des changements de business model, en réaction à des changements d'usages ou une baisse de la consommation pour certains secteurs. Comme dans le textile ou l'ameublement, mais aussi l'automobile, où les modèles de rentabilité changent très rapidement et où des entreprises peuvent souffrir. Notre métier est d'accompagner ces changements qui peuvent être brutaux.

Nous sommes aussi la banque principale des grands commerçants. Ces acteurs ont par exemple réalisé des chiffres d'affaires historiques à l'occasion de la fête des Mères en 2026, un signe que la consommation tient dans cette période.

Quel impact global des conséquences de la crise au Moyen-Orient à ce jour ?

Face à cette situation qui perdure, nos clients s'adaptent et trouvent des solutions. Celles-ci coûtent souvent plus cher, lorsqu'il faut trouver de nouveaux approvisionnements, ou sont plus longues, avec d'autres voies maritimes par exemple. Mais ils arrivent, globalement, à répercuter les surcoûts. Si le conflit perdure, cela sera peut-être plus complexe pour 2027.

Les entreprises continuent-elles à investir ?

Il y a un changement majeur par rapport à l'année dernière où il y avait beaucoup d'attentisme. Pas en 2026. Notre production de crédits d'investissement est en forte progression. Les bilans des entreprises sont solides, avec des chiffres d'affaires stables ou en légère croissance. Le segment PME reste globalement en forme. Les ETI présentent de nombreux projets comme de la croissance externe, avec souvent de belles forces à l'international. L'IA avec les data centers, la défense ou l'aéronautique sont des secteurs vraiment porteurs.

Quels sont les premiers signaux faibles que vous analysez dans une entreprise ?

Quand on regarde les points communs des entreprises qui vivent des difficultés pour en tirer des leçons, et quelle que soit la taille de l'entreprise, nous observons que la gouvernance est clé. Est-ce que l'équipe dirigeante est suffisamment diversifiée tout en ayant une cohésion ? Est-ce qu'elle a des échanges contradictoires en son sein ? Ces éléments nous permettent d'analyser la qualité de la gouvernance d'une entreprise et impactent sa capacité de résilience face aux chocs économiques.

Comment gérez-vous vos impératifs de prudence bancaire avec les demandes de l'économie réelle ?

Nos demandes restent dans la norme. Sur les demandes de court terme, nous n'avons pas d'augmentation des activations des lignes de crédits chez nos clients PME, tout comme pour le moyen terme. Cela concerne des ratios avec des leviers très traditionnels de 3 - quand le montant de la dette financière nette de l'entreprise correspond à trois fois son excédent brut d'exploitation -. Au-delà d'un levier de 3, quand le contexte économique se complexifie, c'est plus risqué. Même si ce ratio peut évoluer selon certaines activités.

Les entreprises reculent-elles sur leurs engagements ESG, environnement, social et gouvernance ?

Non, les clients en parlent un peu moins mais les engagements environnementaux ou sociétaux sont indissociables de leur activité. Nous l'avons vu cet été avec la gestion de l'eau ou les canicules. Cela devient un sujet d'indépendance industrielle et de maîtrise des coûts énergétiques. Je pense que nos clients prennent ces sujets plutôt par ce biais-là.

L'innovation et le financement des start-up sont-ils touchés par ses soubresauts ?

Je vois toujours autant de naissances de belles start-ups qu'avant, notamment dans les Deeptech qui présentent des innovations de rupture. Nous accompagnons 3 500 start-ups avec un taux de pénétration de 93 % dans le classement NEXT40, les 40 start-ups les plus performantes en France, et 83 % dans le FT120. Nous souhaitons arriver à 5 000 jeunes entreprises innovantes accompagnées en 2030. Ces start-ups arrivent à lever les fonds pour leur développement. Au-delà de l'innovation, nous sommes également très présents auprès des PME en Bretagne, et notamment via notre filiale BNP Paribas Développement, qui accompagne plus de 600 participations pour un montant de 2,5 milliards d'euros dans ces entreprises, à hauteur de 10 à 15 % du capital. Que ce soit pour investir dans l'innovation ou dans l'entreprise traditionnelle, nous regardons avant tout l'équipe dirigeante et son ambition. Nous aimons beaucoup suivre des reprises managériales, avec des managers de l'entreprise qui montent au capital. Nous regardons aussi le TRI, taux de rendement interne, pour mesurer le rendement des capitaux investis. Le régulateur nous demande de mettre beaucoup de fonds propres face à ses investissements, plus que si nous étions un fonds non rattaché à une banque.

En Bretagne, nous sommes au capital des start-ups Agriloops, Ostréa... et des PME ou ETI comme Vivalto, Emeraude Solaire ou Cordon electronics, pour ne citer que quelques exemples.



Clotilde Quilichini, directrice de la clientèle entreprises chez BNP Paribas
Clotilde Quilichini, directrice de la clientèle entreprises chez BNP Paribas

BNP Paribas

par Élisabeth Montaufray-Bureau



INDUSTRIE

: AGENCE-API.OUEST-FRANCE.FR

Dans le Finistère, ETT affiche ses ambitions dans la bioclimatisation

Spécialisée dans les solutions de génie climatique, l'ETI familiale de Ploudalmézeau, au nord de Brest, accélère le déploiement de son système de refroidissement adiabatique, ou bioclimatisation. Une technologie décarbonée qui accompagne la diversification d'ETT vers de nouveaux marchés, en France comme à l'export.

Spécialisée dans la climatisation, la ventilation, le chauffage et la régulation thermique des bâtiments, ETT poursuit le déploiement de ses solutions de refroidissement adiabatique, plus connu sous le nom de bioclimatisation. Comme relaté dans API News en octobre dernier, l'ETI familiale de Ploudalmézeau s'était, en 2024, lancée dans un important projet de R & D visant notamment à développer une brique technologique basée sur le refroidissement de l'air par l'évaporation de l'eau, permettant de générer d'importantes économies d'énergie. ETT annonce avoir, à ce jour, installé 212 machines équipées d'un système de ce type. L'ETI vise principalement les acteurs du retail, les centres logistiques et les sites industriels. Le procédé étant particulièrement performant lorsque l'air extérieur est chaud et sec, ETT se fixe désormais un objectif de 600 machines installées d'ici à 2030.

L'été caniculaire que nous venons de traverser nous rappelle l'urgence d'adapter tous nos cadres de vie tout en accélérant drastiquement la réduction de nos émissions, explique Antoine Millot, directeur général d'ETT, qui vient de recevoir le Grand prix de la durabilité au Forum économique breton. La société affiche par ailleurs l'ambition de réduire de 48 % les émissions carbone de ses clients d'ici à 2030. Le groupe estime que ses solutions peuvent apporter une réponse à la fois à la réduction des consommations énergétiques et à l'adaptation des bâtiments au changement climatique.

Une stratégie de diversification

Cette dynamique s'inscrit dans une stratégie de diversification engagée par ETT. L'ETI entend désormais s'adresser aussi aux marchés de la santé et des datacenters, tout en renforçant sa présence dans le nucléaire et la logistique. Historiquement, elle s'adresse à la grande distribution, à l'industrie, à l'aéronautique, aux loisirs et au tertiaire. La société fait état d'un chiffre d'affaires de 80 M€ l'an passé, contre 72 M€ en 2024. 15 % de son activité est réalisée à l'export, avec des machines implantées dans plus de 60 pays.

Des investissements dans l'outil industriel et l'innovation

Pour soutenir sa croissance, ETT a fortement investi sur son site de Ploudalmézeau, qui s'étend sur 19 000 m², dont 16 000 m² dédiés à la production, avec un programme de modernisation et d'extension de son usine à hauteur de 5 M€. S'y ajoutent 2 M€ pour une ligne de production dédiée à une nouvelle gamme de pompes à chaleur rooftop combinant ventilation, chauffage et climatisation. ETT consacre par ailleurs 2 à 3 M€ par an à l'innovation et s'appuie sur une équipe R & D composée de 15 ingénieurs et techniciens. L'entreprise emploie aujourd'hui près de 440 salariés, dont les trois quarts travaillent sur le site de Ploudalmézeau. Elle indique recruter entre 20 et 50 personnes par an.



L'état-major d'ETT : Antoine Millot, directeur général, Hervé Stéphanus et Yves Morales, directeurs généraux délégués et Yves Millot, président.

L'état-major d'ETT : Antoine Millot, directeur général, Hervé Stéphanus et Yves Morales, directeurs généraux délégués et Yves Millot, président.

©ETT

par Maureen Le Mao





Rennes SNCF : « Nous sommes prêts à défendre nos positions »

Propos recueillis par Guillaume Bietry En Bretagne, la SNCF se prépare à l'arrivée de la concurrence et du nouvel opérateur Velvet. Le point avec Franck Dubourdieu, directeur du TGV Atlantique, rencontré au Forum économique breton, le 9 septembre.

La ligne à grande vitesse (LGV) entre Paris et Rennes, qui transporte une dizaine de millions de passagers par an, fête-t-elle ses dix ans en 2027. Quel bilan en tirez-vous ?

Il suffit de regarder les chiffres. De 2017 à 2026, la croissance économique de la France a été de 10 % tandis que la croissance du trafic en Bretagne sur le TGV a été de 50 %. C'est étroitement lié à la performance du service et au fait que nous avons essayé de construire une offre qui aille très vite à Rennes, pour pouvoir faire bénéficier les pointes bretonnes d'une amélioration du temps de parcours. L'autre élément, c'est la convention que nous avons signée avec la Région [fin 2023, NDLR] et qui a permis d'irriguer toute la Bretagne en grande vitesse.

La hausse du trafic n'est-elle pas aussi liée à une « envie de train » plus forte chez les Français ?

Il y a eu deux phases, avec, en 2017-2019, un extraordinaire appel d'air lié à l'accélération [du temps de parcours]. Les gens ont découvert qu'on pouvait aller à Rennes depuis Paris en 1 h 25, à Lorient en 3 h voire 2 h 50. Cela a contribué à hauteur de 50 % à la croissance. Le reste, c'est l'après-covid : l'introduction massive de trains Ouigo et, donc, de petits prix, et l'évolution des déplace-

ments, liés au télétravail et à l'essor des résidences secondaires.

En 2024, vous aviez annoncé 2 millions de places en plus entre Paris et la Bretagne. Cette montée en puissance va-t-elle se poursuivre ?

Pour que les rames roulent le plus possible, il faut l'infrastructure de maintenance adaptée. Or, celle-ci est très centralisée : il faut revenir à Paris à chaque fois. Donc, nous doublons nos capacités de maintenance à Bordeaux, Nantes et Rennes. C'est ce qu'on appelle la « déformation du schéma industriel de maintenance », avec des centaines de millions d'euros mis sur la table et des projets qui sortent de terre d'ici à 2029.

Tout ça, donc, pour proposer plus de places au quotidien ?

Nous croyons dans les marchés de la zone Atlantique et nous sommes prêts à défendre nos positions et à faire en sorte de continuer à nous développer avec plus de régularité, plus de fiabilité et plus de confort.

Velvet vient d'obtenir sa licence pour exploiter des trains à grande vitesse entre Paris et plusieurs grandes villes de l'Ouest, dont Rennes, d'ici à 2028-2029. Comment abordez-

vous l'arrivée de ce concurrent ?

Nous portons une trajectoire de projet de services industriels sur du long terme, en étant très droit sur nos fondamentaux. Le concurrent desservira une gare en Bretagne. Nous voulons continuer à desservir les 19 gares que l'on dessert aujourd'hui. En revanche, il faudra faire des adaptations, de manière progressive.

Qu'entendez-vous par « adaptations » ?

Peut-être qu'à un moment, au lieu d'avoir deux trains en rame simple qui s'arrêtent au même endroit à une heure de décalage, il n'y aura peut-être qu'un train en rame double à une autre heure, avec une fréquence en moins. Nous n'avons pas de subsides qui nous permettent de piloter notre perte et le concurrent a décidé de se positionner sur les grandes métropoles qui sont, on peut l'imaginer, assez rémunératrices. Une fois qu'on a déséquilibré le système, il faut qu'on le rééquilibre. ■



« Nous croyons dans les marchés de la zone Atlantique », a affirmé Franck Dubourdieu, directeur du TGV Atlantique à la SNCF, au Forum économique breton de Saint-Malo, le 9 septembre. Photo : Photo Guillaume Bietry





QUIMPER REMONTÉE

Le groupe Verlingue au Forum économique breton

Le courtier en assurances Verlingue, dont le siège social est installé rue de Kerogan, à Quimper, a participé au Forum économique breton, organisé mercredi 9 et jeudi 10 septembre, à Saint-Malo.

L'entreprise y était représentée par ses équipes du Grand Ouest et par Benjamin Verlingue, PDG du groupe Adelaïde, maison mère de Verlingue. Ce dernier a participé notamment à deux

tables rondes. La première portait sur les conséquences de l'intelligence artificielle sur l'emploi, les métiers et les compétences. La seconde était consacrée aux mobilités en Bretagne, dix ans après l'arrivée de la ligne à grande vitesse. Une présence que Benjamin Verlingue rattache aux racines du groupe : « Notre présence est aussi le reflet de notre attachement au territoire breton. »

Malgré son développement à l'international, Verlingue conserve, en effet, son siège à Quimper.

Le courtier compte aujourd'hui 1 600 collaborateurs et exerce notamment en France, au Royaume-Uni, en Suisse, au Portugal et en Italie. ■



POLITIQUE/DÉFENSE

: OUEST-FRANCE.FR

À Rennes, un spécialiste des chars de combat à la tête des militaires de la zone de défense ouest

Après deux ans à la tête de l'Académie militaire de Saint-Cyr Coëtquidan, le général Emmanuel Charpy prend à Rennes (Ille-et-Vilaine), le commandement de la zone de défense et de sécurité Ouest.

À Rennes, le général de corps d'armée Emmanuel Charpy succède au général Patrik Steiger comme officier général de zone de défense et de sécurité Ouest et commandant la zone Terre Nord-Ouest. Issu de l'école spéciale militaire de Saint-Cyr (1989), il s'est spécialisé dans la cavalerie blindée, arme où il a débuté au 1^{er} régiment de parachutistes de Tarbes (1993), jusqu'à devenir chef de corps du 501^e régiment de chars de combat de Mourmelon, en 2002. Sa carrière a été ponctuée de différentes affectations en état-major, à Paris, ou au niveau international, notamment au sein du cabinet du secrétaire général de l'Otan.

Entre 2024 et l'été 2026, il a été le commandant de l'Académie militaire de Saint-Cyr Coëtquidan. L'un de ses premiers actes publics, a été lors du forum économique breton (FEB), organisé les 9 et 10 septembre 2026 Saint-Malo, la signature de conventions de partenariat (dites ProMilès) avec cinq entreprises et groupes bretons : le groupe Angevin (travaux publics), le groupe Le Duff (agroalimentaire), ST industries (mécanique de précision), Brittany aviation (conseil en sécurité aéronavale) et Centigon (blindage automobile).



Le général Emmanuel Charpy, nouvel officier de la zone de défense et de sécurité Ouest, à Rennes.

Le général Emmanuel Charpy, nouvel officier de la zone de défense et de sécurité Ouest, à Rennes.

EMZD Rennes

par Pascal Simon





Saint-Malo Stages de seconde : plus de 30 000 € de dons pour une opération associative

L'opération « Les secondes montent à bord » a été mise à l'honneur, mercredi, au Forum économique breton, à Saint-Malo (35). Portée par l'association Bretagne entreprises jeunesse (Brej), en partenariat avec l'association Grand voilier école, cette opération a pour objectif de résoudre une inégalité en permettant à des jeunes « sans réseau », notamment du Centre-Bretagne, d'accéder à un stage, obligatoire

en juin en classe de seconde. Le dispositif propose de découvrir les métiers maritimes ainsi que la vie à bord d'un bateau, en l'occurrence le trois-mâts Le Français. Le projet est intégralement financé par des dons collectés auprès du public et des partenaires, dont l'entreprise morbihannaise Socomore et le Fonds de dotation Banque Populaire Grand Ouest et Crédit Maritime

Grand Ouest. Selon Brej, la collecte a atteint 30 010 €. ■



SHIPPING

: WWW.LEMARIN.FR

« Travailler ensemble pour attirer de nouveaux trafics », les ports bretons cherchent à jouer la carte du collectif

Un an après avoir annoncé la création d'un groupement d'intérêt économique (GIE) des ports bretons, Bretagne Port Strategic, qui regroupe les ports de Brest, Lorient et Saint-Malo, a profité du Forum économique breton pour passer à la concrétisation de leurs actions.

Notre objectif n'est pas de créer un label de plus, insiste Christophe Chabert, le directeur du port de Brest lors du Cluster maritime français à Saint-Malo. **Nous voulons aller vers les chargeurs pour comprendre leurs flux et construire des solutions concrètes.** C'est pour cette mission d'identification des besoins que Bretagne supply chain a rejoint le mouvement appelé « Embarqué en Bretagne ».

Depuis un an, nous avons un peu cassé les cloisons entre nous, a témoigné David Cabedoce, président du port de commerce de Lorient. **Nous sommes obligés de travailler ensemble pour attirer de nouveaux trafics, monter des dossiers européens, etc. Nous avons des atouts à faire valoir mais, en matière de tonnage, le cumul de nos trois ports n'arrive pas à la taille du port de La Rochelle.**

Un guichet unique

Christophe Chabert a parlé du complexe de l'épicier du village pour illustrer son souhait de développer de nouveaux trafics pérennes : **C'est facile de ne passer voir le petit commerce que quand on a besoin d'une baguette le dimanche matin !** Des investissements mutualisés ont été évoqués. Olivier Capiaux, président du port de Saint-Malo aimerait de son côté aller plus loin avec la création d'un guichet unique.

Lire aussi : Les ports de commerce bretons se regroupent pour conquérir des marchés à l'international

Concrètement, nous avons été confrontés cette semaine, à Saint-Malo, à une problématique qui mériterait d'être mise en commun : nous pouvons faire entrer 100 000 tonnes d'une marchandise que je ne citerai pas. Mais le contrat ne sera signé que si 100 000 tonnes de marchandise repartent. Soit je trouve une solution en local et je sécurise 200 000 tonnes, soit je trouve une solution à charger à Saint-Brieuc ou Brest et on assure au moins 100 000 tonnes à Saint-Malo. Le groupement cherche aussi à développer les liaisons entre le ferroviaire et le portuaire, avec la relance des études de faisabilité à Lorient.



De gauche à droite : Loïc Hénaff (région Bretagne), Christophe Chabert (Brest), Olivier Capiaux (Saint-Malo), David Cabedoce (Lorient), Michaël Quernez (région Bretagne).

De gauche à droite : Loïc Hénaff (région Bretagne), Christophe Chabert (Brest), Olivier Capiaux (Saint-Malo), David Cabedoce (Lorient), Michaël Quernez (région Bretagne).

Haude-Marie Thomas

par Haude-Marie Thomas





Saint-Malo La Bretagne victime de son attractivité ?

Guillaume Bietry

Comment conjuguer développement économique et « bien vivre » en Bretagne ? C'est la question qui sous-tend l'étude menée auprès de chefs d'entreprises et de citoyens par le groupe Forvis Mazars présentée, mercredi, lors du Forum économique breton (FEB), à Saint-Malo (35).

Premier enseignement : la Bretagne est une terre à laquelle tout le monde est attaché et qui a de gros atouts, en particulier son cadre de vie et son identité culturelle. « Il y a quelque chose qui relève du cœur : les Bretons aiment vivre en Bretagne », résume Ève Martineau, associée chez Forvis Mazars. L'étude montre aussi que citoyens et dirigeants ont davantage confiance dans les perspectives de ce territoire attractif que dans celles du pays.

Mais le fait d'attirer de nouvelles populations, génère des tensions : pénurie de logements, offre de transports à développer, difficultés d'accès aux services public et à la santé... « Le logement apparaît comme le principal point de fragilité. Pour 56 % des dirigeants d'entreprise, cet enjeu est même identifié comme le premier frein au "bien vivre". Et chez les citoyens, on entend des phrases comme "on ne peut plus acheter dans les endroits où on a grandi" », rapporte Ève Martineau.

Pour elle, il y a là un « vrai paradoxe » : « Plus la Bretagne attire, plus elle doit préserver les équilibres qui fondent son attractivité ». Mais pour les citoyens, pas question de mettre le pied sur le frein. Ils appellent plutôt à trouver des solutions et considèrent que les entreprises ont un rôle à jouer. Les patrons sont 84 % à

partager cet avis mais 65 % préviennent que ce rôle doit être partagé avec les pouvoirs publics et les associations. Avec une priorité : retenir les jeunes, en leur permettant d'envisager l'avenir là où ils ont aimé grandir. ■



Le groupe de conseil Forvis Mazars a présenté son étude au FEB à Saint-Malo. Photo : Photo d'archives Lionel Le Saux



Bretagne habitable veut faire renaître un esprit de compromis régional sur les grands enjeux

Relancer une fabrique du compromis breton sur les dossiers clivants. Le collectif Bretagne habitable y croit. Jean-Yves Le Drian en est le parrain et la Rennaise Marlène Legay, de la société d'études Vague de Sens, la marraine.

Bon courage. Jean-Yves Le Drian, avec toutes ses anciennes casquettes d'homme public, a accepté de devenir le parrain du nouveau collectif Bretagne habitable. Au Forum économique breton, le Feb, jeudi 10 septembre 2026, il a reconnu le courage de toute l'équipe de repartir dans une volonté de créer des compromis utiles sur les différents dossiers qui animent la Bretagne.

Bon courage pour Jean-Yves Le Drian car l'environnement actuel n'est que peu propice à ces exercices de solutions face à des désaccords. Et pourtant la région a déjà un long vécu en termes de compromis.

L'ex-ministre des Affaires étrangères, et président de la région Bretagne, de 2004 à 2017 en deux fois, a rappelé l'esprit du Celib des années 1960 : Celib pour Comité d'études et de liaison des intérêts bretons. Tous les acteurs de l'époque se mobilisaient sur un objectif, le désenclavement routier par exemple. L'objet du compromis faisait consensus. La méthode moins, elle demeurait difficile.

Ensuite, quand les questions de méthode avaient été dépassées, c'était l'objet qui peinait. Cela a été vrai pour le TGV. Aujourd'hui, on pense que c'était évident, cela ne l'était pas autant.

C'est pourquoi Jean-Yves Le Drian salue la création de Bretagne habitable mais s'inquiète de la période dans laquelle le collectif est lancé : La convergence bretonne s'effrite. L'individualisme gagne du terrain sur la réflexion de l'intérêt général. Et les réseaux sociaux prônent davantage les affrontements que les consensus. Et ce, alors que les défis sont immenses entre le logement, les mobilités, les énergies ou l'alimentation.

Exercice en direct du Feb

Au Feb, Yann Lejolyet, un des membres de Bretagne Habitable, et directeur des relations institutionnelles du Crédit mutuel Arkéa, a expliqué la démarche et proposé un exercice grandeur nature. Nous sommes un noyau de Bretons, de tous âges et horizons, à penser que nous pouvons trouver des méthodes pour des compromis utiles dans notre région. Engie est monté dans l'aventure. On retrouve aussi le président de la CCI Bretagne Jean-Pierre Rivery, comme Pablo Diaz, directeur de Science-Po

Rennes. Le collectif, présidé par la jeune étudiante Claire Brozille, s'est donné dix-huit mois pour un amorçage.

Lors d'un atelier au Feb, ils ont réuni Loïc Hénaff, dirigeant de l'entreprise agroalimentaire Jean Hénaff, et la chercheuse Morgane Esnault de la chaire de Sciences Po Rennes pour Apat, Agir pour préserver l'habilité de la terre. Deux visions de l'alimentation aujourd'hui. Le débat a aussi eu la participation du public sur le thème « Qu'est ce qui empêche de trouver un compromis ».

Méconnaissance des sujets, manque d'écoute, voire de lieu et de temps pour travailler sur ces compromis, ont souvent été cités.

Rendez-vous dans 18 mois pour un premier bilan.



Le collectif Bretagne habitable au Forum économique breton.
Le collectif Bretagne habitable au Forum économique breton.

Ouest-France

par Élisabeth Montaufray-Bureau



[Accueil](#) / [Bretagne](#)

Forum économique breton : voies ferrées en surchauffe, pylônes électriques pliés par les tempêtes... Comment adapter les infrastructures face au changement climatique

Plus sur le thème : [climat](#)

Un an après la tempête Ciaran de 2023 qui avait privé 780.000 foyers d'électricité, Enedis a lancé un plan d'investissement de 620.000 millions d'euros sur 5 ans pour adapter son réseau au changement climatique. ● © LIONEL LE SAUX / MAXPPP



Baptiste Mezerette

Publié le 08/09/2026 à 19h12

Temps de lecture : 3 min

Bretagne



copier le lien



Ajouter comme source préférée

Entre tempêtes, inondations et canicules, la violence et la fréquence des phénomènes climatiques obligent à repenser les infrastructures électriques, ferroviaires ou de transport. Exemple avec Enedis et la SNCF, invités de la 7e édition du Forum économique breton, qui se tiendra du 9 au 10 septembre 2026, à Saint-Malo.

Des outils simples pour agir à votre échelle sur le climat

[Découvrir les solutions](#)

Coupures d'électricité après le passage d'une tempête, annulations de trains à cause des rails en surchauffe... Voici les conséquences très concrètes et plus fréquentes du changement climatique sur les réseaux électriques et ferroviaires. Les dernières canicules de cet été ont rappelé l'urgence d'adapter les infrastructures face à "*des risques qui vont s'aggraver et se multiplier*" comme le prévoit le [dernier rapport du](#)



Une problématique qui sera à l'ordre du jour de plusieurs tables rondes lors de la 7e édition du Forum économique breton, qui aura lieu à Saint-Malo, les 9 et 10 septembre 2026, sur le thème général : *Une vie meilleure. "La transition énergétique est un thème particulièrement intéressant dans le cadre de ce forum, car tous les acteurs publics et privés seront réunis autour de la même table pour parler d'innovation, d'alliance et de besoins utilisateurs"*, explique Christian Pousset, l'organisateur de l'événement.

Les besoins d'adaptation chez Enedis et la SNCF

Parmi les invités sur ce sujet, il y aura notamment Pascal Pouzac, le directeur d'Enedis Bretagne, principal gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité en France, qui interviendra lors d'un débat intitulé *Emploi et compétence, qui fera tourner l'économie demain*, à l'heure où l'entreprise recrute de la main-d'œuvre pour poursuivre son projet de modernisation du réseau électrique afin de faire face au changement climatique. Magali Euverte, la coordinatrice de groupe SNCF en Bretagne, participera à la table ronde nommée *Adaptation au changement climatique, trouver des solutions ensemble*.

Le cas d'Enedis est l'illustration d'une société contrainte de s'adapter à la crise climatique. En novembre 2023, la tempête Ciaran et ses vents violents - de 150 à 200 km/h - avaient privé d'électricité près de 780.000 foyers, révélant la vulnérabilité du réseau électrique tissé sur près de 100.000 kilomètres de câbles sur l'ensemble



accueil



replay

Résilience, avec un plan d'investissement de "620 millions d'euros" sur les infrastructures bretonnes entre 2024 et 2029.

Nouveaux câbles et enfouissement des lignes aériennes

"Il y a un environnement qui s'impose à nous et nous devons en tenir compte", résume Pascal Pouzac, directeur régional d'Enedis. Plusieurs chantiers sont en cours pour mieux résister aux tempêtes et aux canicules, à commencer par l'enfouissement d'une partie du réseau de câble aérien. "Dans des zones très boisées, avec des couloirs de vents, on passe de l'aérien au terrien", illustre le dirigeant. Et quand les câbles aériens ne sont pas enterrés, ils sont renforcés, passant de câbles en fils nus à des câbles torsadés, "10 à 12 fois plus résistants". Les plus vieux câbles des années 70 dits à papier imprégné sont eux remplacés par des câbles synthétiques plus robustes face aux fortes chaleurs. 95% des nouveaux câbles sont posés sous terre.

Notre objectif, c'est que s'il y a en 2030 une tempête équivalente à Ciaran, qu'on ait un impact divisé par deux.

Pascal Pouzac, directeur d'Enedis Bretagne

Ces investissements permettent aussi des "remises à neuf de portions de lignes électriques vieillissantes". Ou encore *"d'augmenter les bouclages, avec des interrupteurs manuels ou télécommandés, pour qu'il y ait moins de clients impactés lors d'incidents"*, notamment en cas de tempêtes. *"Notre objectif, c'est que s'il y a en 2030 une tempête équivalente à Ciaran, qu'on ait un impact divisé par deux"*, avance Pascal Pouzac.

Cinq fois plus de retards de trains à cause des intempéries

Trains supprimés sous l'effet des fortes chaleurs, déformation des infrastructures,



accueil



replay

par les intempéries ont augmenté de 35%, et le nombre de trains supprimés a été multiplié par cinq, selon un [rapport publié par le groupe SNCF Réseau](#) en 2024. Coût direct de ces aléas climatiques ? 32 millions d'euros en 2022. D'ici 2100, les perturbations ferroviaires liées au dérèglement du climat pourraient être huit à onze fois plus nombreuses qu'aujourd'hui, [estime](#) la Cour des comptes, citée dans un article du [média Le Vert](#).

Un agent de la SNCF prend la température des rails. ● © François Clapeau - F3Limousin

Dans son même rapport, SNCF développe ses différents plans d'action pour s'adapter. Peinture blanche sur des éléments de signalisation, "*maîtrise*" de la végétation (chutes d'arbres, départ de feu) aux abords des voies, déploiements de nouvelles technologies de caténaires, sont quelques-unes des adaptations concrètes en cours.

VOTRE AVIS - En vue de l'élection présidentielle d'avril/mai 2027, ICI radio-tv-digital lance un grand cycle de consultations et propose tous les mois un questionnaire thématique afin de comprendre les attentes des citoyens vis-à-vis des candidats à



accueil



replay

La grande consultation citoyenne : élections présidentielles 2027

En vue de l'élection présidentielle d'avril/mai 2027, ICI radio-tv-digital lance une grande consultation citoyenne sur les enjeux du quotidien. Chaque mois, les Français sont invités à répondre à un questionnaire en ligne sur différentes thématiques, pour mieux comprendre les attentes des citoyens et mettre en lumière les priorités locales.

[Participer](#)

Cet article vous a intéressé ? Partagez-le

[copier le lien](#)

Vous pouvez désormais **afficher en priorité les articles de france 3 régions** dans vos résultats de recherche Google.

[Ajouter comme source préférée](#)

Mes newsletters

Recevez tous les jours dans votre boîte mail les principales infos de France 3 Régions.

[choisir ma newsletter](#)

Sur le même sujet

Transports entre Rennes et Paris : Velvet, nouvelle compagnie de train privée, obtient sa licence d'exploitation



**"Les banques sont un peu froides pour prêter de l'argent".
Ils vendent une partie de leur maison pour financer leurs
travaux**



**"Avec un kilo de fibres, on fait quarante kilomètres de
fils." Une usine ultramoderne de lin vient d'être lancée en
Bretagne**



Les JT - Bretagne

[Voir les replays](#)

Les vidéos du moment



accueil



replay

Des joueuses de rugby du Sporting Club Salonnais affirment avoir été filmées sous la douche et critiquent le silence du club

▶ • ⌚ 2 min

VIDÉO. "Un étendard de l'islamisme radical" : la députée RN Edwige Diaz détaille la proposition pour interdire le voile...

▶ • ⌚ 1 min

VIDÉO. #MEMORIA - La libération de la Corse en images

Etudiants : un revenu mensuel pour lutter contre la précarité s'impose, le président de

Voir plus de vidéos +

Mots clés de l'article

Entreprises

Économie

Climat

Environnement

Bretagne

Saint-Malo

Ille-et-Vilaine

Autres sujets →

Bretagne

Voir toute l'actualité →

"C'est refus sur refus", malgré près de 800 000€ d'investissements, la nouvelle maison de santé n'attire pas les médecins

Le 10/09/2026



Annulation de la madone des motards de Porcaro, du festival d'accordéons d'Augan... Le manque de bénévoles inquiète les associations bretonnes

Le 10/09/2026



"Tout le monde était sous le choc" : suite à un désaccord avec la mairie, les agriculteurs d'Ouessant s'en vont

Le 09/09/2026



Ce n'est pas votre région ?



changer de région



Voir l'actualité de toutes les régions



Tous les jours, recevez l'actualité régionale par newsletter :
choisir une région

votre adresse e-mail

s'inscrire

France Télévisions utilise votre adresse e-mail pour vous adresser la ou les newsletters sélectionnées, susceptibles d'être personnalisées. En vous inscrivant à nos newsletters, vous consentez également à l'utilisation de pixels de suivi et de liens traçants. En savoir plus

voir nos archives

plan du site

mentions légales

gérer mes traceurs



accueil



replay



le live

direct tv

direct radio

Retrouvez aussi

La météo

Les jeux

Politique de confidentialité

CGU et mentions légales

Index

Qui sommes-nous ?

Nous contacter

Accessibilité (partiellement conforme)

Charte déontologique

Assistant vocal


accueil


replay

Recrutement



Nicolas Libert (à droite) et Emmanuel Renoird, passionnés d'architecture et d'art, investissent plusieurs millions d'euros à la Gouesnière pour redonner vie à la malouinière du XVIIIe siècle de Bonaban, acquise en 2024 et s

Le château de Bonaban renaît de ses cendres pour abriter une collection d'art contemporain unique

📅 Véronique Maignant, le 31 août 2026

Près de Saint-Malo, Nicolas Libert et Emmanuel Renoird, passionnés d'architecture et d'art, investissent plusieurs millions d'euros pour redonner vie à la malouinière du XVIIIe siècle de Bonaban, acquise en 2024. Ce joyau abandonné depuis plus de dix ans, vidé de ses intérieurs et en proie à la dégradation, ambitionne de devenir un écrin culturel d'exception. Dès le 5 juin 2027, le domaine ouvrira ses portes au public, révélant une collection privée de 1 500 œuvres dont une petite partie disséminée sur 25 hectares. En avant-première, une vingtaine de pièces seront exposées les 9 et 10 septembre 2026 à l'occasion du Forum économique breton (FEB), offrant un aperçu de cette ambition sans précédent en Bretagne.

Nicolas Libert et Emmanuel Renoird ne sont pas des novices en matière de réhabilitation de lieux remarquables. Spécialistes de l'architecture remarquable des XXe et XXIe siècles via leur agence



Architecture de Collection — la seule en France dédiée à ce créneau —, ils ont déjà redonné vie à des édifices emblématiques, comme **la maison spatiale du Perche, une villa futuriste des années 1970 inspirée du mouvement Googie et Space Age**. Leur parcours, jalonné de projets hybrides mêlant immobilier, art et patrimoine, les a menés jusqu'en Californie, où ils ont dirigé une **galerie à Los Angeles pendant dix ans**, combinant expositions, solo shows et installations publiques.

Un projet audacieux : sauver un patrimoine et le réinventer

Leur retour en France en 2024 marque un nouveau chapitre : l'acquisition du château de Bonaban, une malouinière du XVIIIe siècle située à La Gouesnière, à deux pas de Saint-Malo. Acheté 2,5 millions d'euros, le domaine était alors un squelette : toitures défailantes, réseaux inexistantes, intérieurs vidés par un projet avorté de transformation en complexe hôtelier. « ***On a hérité d'un patrimoine dégradé, mais aussi d'une opportunité unique : celle de le réinventer*** », explique Nicolas Libert.

Depuis septembre 2024, plus de 100 artisans bretons œuvrent sur le site, mobilisant une douzaine de corps de métier. Les travaux, déjà bien avancés (toitures refaites à 80 %, fenêtres remplacées à 70 %, réseaux enterrés), devraient s'achever d'ici trois mois pour le clos et couvert. « ***L'objectif est clair : être prêts pour l'ouverture au public le 5 juin 2027*** », précise-t-il.

Une collection privée ouverte au grand public



Le château de Bonaban ne sera pas qu'un lieu restauré : « *il deviendra le premier écrin public pour une collection d'art contemporain et moderne constitué de **1 500 œuvres, que nous avons accumulées sur 30 ans.*** » Jusqu'ici stockée dans des entrepôts en région parisienne, cette collection , « **inédite à 80 %** » comprend des sculptures, des peintures, des photographies et des pièces conceptuelles, « **certaines signées par des artistes exposés dans les plus grandes institutions mondiales** », précise le propriétaire du château de Bonaban.

Le projet se décline en trois volets. Le premier est **d'ordre patrimonial** avec la restauration du château et de ses dépendances (4 000 m² au total). « **Le second est paysager puisque nous allons créer un jardin contemporain** avec des parterres au nord et au sud, et un parc de sculptures monumentales sur 25 hectares ». Enfin, le dernier **volet est culturel** avec l'ouverture d'espaces d'exposition dans les dépendances réaménagées et des accrochages rotatifs et des expositions thématiques confiées à des commissaires invités.

« **Nous voulons partager cette passion avec le plus grand nombre, en offrant une expérience immersive, entre patrimoine et modernité** », souligne Nicolas Libert. Le domaine, unique en Bretagne par son histoire (800 ans) et son implantation sur une ancienne place forte, espère devenir une destination culturelle majeure, attirant un public local, national et international.

Le Forum économique breton, une vitrine avant l'ouverture



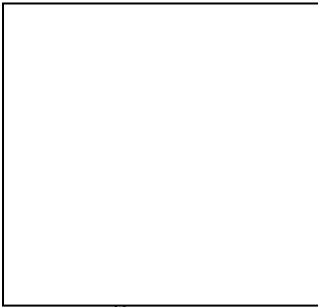
Avant l'inauguration officielle, [les 9 et 10 septembre 2026](https://www.fe-breton.bzh/), le Forum économique breton (FEB) (<https://www.fe-breton.bzh/>) offrira un avant-goût du projet. Une demi-douzaine d'œuvres de la collection seront exposées au Palais du Grand Large à Saint-Malo, sélectionnées pour leur singularité et leur capacité à susciter la réflexion. « **L'idée est de créer une exposition 'malgré vous' : que les visiteurs, venus pour des raisons professionnelles, se retrouvent confrontés à l'art contemporain et, pourquoi pas, s'y intéressent** », explique Nicolas Libert.

Ce partenariat avec le FEB s'inscrit dans une volonté de montrer le lien vertueux entre culture et économie. « **Le secteur culturel peut être un levier d'attractivité pour les territoires et les entreprises. C'est un message que nous portons avec conviction** », ajoute-t-il. L'exposition au FEB sera aussi l'occasion de tester la médiation culturelle, un pilier du projet : visites guidées, ateliers pédagogiques et une approche incarnée, loin de la neutralité des institutions traditionnelles.

[Découvrir le château de Bonaban](https://www.chateaudebonaban.fr/) (<https://www.chateaudebonaban.fr/>).

ATTRACTIVITÉ

TOURISME



<https://cvip.sphinxo>

PORTRAITS

NOS SPECTEURS ONT ÉCHOUÉ

Votre département : ▼ Toute la Bretagne

Suivez-nous [\(https://www.linkedin.com/company/bretagne-economique/\)](https://www.linkedin.com/company/bretagne-economique/) [in](https://twitter.com/BEconomique) [X](https://twitter.com/BEconomique)



EFFECTUER
UNE RECHERCHE

Bretagne
économique

L'ENTREPRISE EN CONTINU AVEC LES CCI DE BRETAGNE

[\(https://www.bretagne-economique.com/\)](https://www.bretagne-economique.com/)

[\(https://www.bretagne-economique.com/sabonner-a-la-newsletter/\)](https://www.bretagne-economique.com/sabonner-a-la-newsletter/)

S'ABONNER À
LA NEWSLETTER

[\(https://www.bretagne-economique.com/\)](https://www.bretagne-economique.com/)

[ATTRACTIVITÉ \(https://www.bretagne-economique.com/rubriques/attractivite/\)](https://www.bretagne-economique.com/rubriques/attractivite/)

[CROISSANCE \(https://www.bretagne-economique.com/rubriques/croissance/\)](https://www.bretagne-economique.com/rubriques/croissance/)

[COMPÉTENCES \(https://www.bretagne-economique.com/rubriques/competences/\)](https://www.bretagne-economique.com/rubriques/competences/)

[TRANSITIONS \(https://www.bretagne-economique.com/rubriques/transitions/\)](https://www.bretagne-economique.com/rubriques/transitions/)

[INTERNATIONAL \(https://www.bretagne-economique.com/rubriques/international/\)](https://www.bretagne-economique.com/rubriques/international/)



[\(https://cvip.sphinxonline.net/surveyserver/s/ccibretagne/PalmaresdesentreprisesdeBretagneCCIbretagne_38/\)](https://cvip.sphinxonline.net/surveyserver/s/ccibretagne/PalmaresdesentreprisesdeBretagneCCIbretagne_38/)

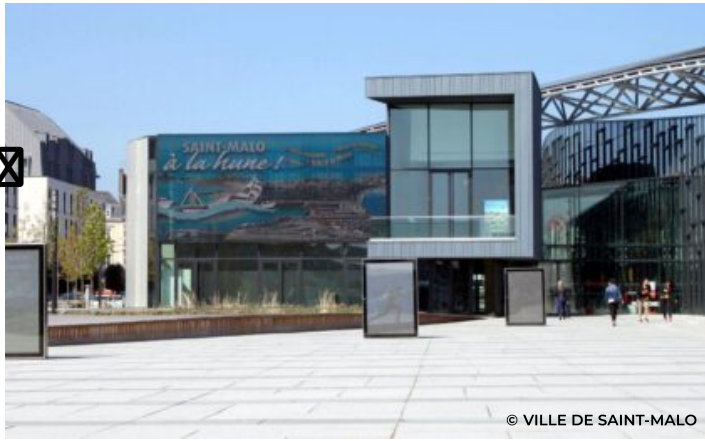
ATTRACTIVITÉ

Le FEB citoyen, une évolution majeure pour le Forum Économique Breton 2026

📅 Véronique Maignant, le 2 septembre 2026

Après six éditions réussies, le Forum Economique Breton (FEB), s'impose comme le grand rendez-vous des acteurs économiques bretons, des élus locaux, des dirigeants d'entreprises nationales et des décideurs politiques. Mais cette année, il va plus loin : il ouvre ses portes au grand public pour un dialogue inédit entre le monde économique et la société civile. Le FEB Citoyen au sein de l'espace Culturel la Grande passerelle à Saint-Malo. Premiers ateliers et conférences , le 9 septembre prochain.

La 7^e édition du FEB [\(https://www.bretagne-economique.com/actualites/le-forum-economique-breton-2026-devoile-son-programme-pour-une-vie-meilleure/\)](https://www.bretagne-economique.com/actualites/le-forum-economique-breton-2026-devoile-son-programme-pour-une-vie-meilleure/), placée sous le thème « Une vie meilleure », se tiendra les **9 et 10 septembre 2026** au **Palais du Grand Large**, sur le **Quai Saint-Malo**. Parmi les personnalités attendues : **Laurent Berger** (président du conseil d'administration du CIC Ouest), **Pierre Éric Pommellet** (PDG de Naval Group), **Julien Carmona** (président du Crédit Mutuel Arkéa), **Thierry Pech** (directeur général de Terra Nova), ou encore **Alain Di Crescenzo** (président de CCI



le FEB Citoyen investit l'espace Culturel, la Grande passerelle, à Saint-Malo, près de la gare.

France). Imaginé, dès son lancement en 2020, comme un **espace unique de dialogue**, où entrepreneurs, élus et institutionnels peuvent **définir des priorités communes** et bâtir « **un pacte de responsabilité, d'innovation et de solidarité** », le FEB franchit une nouvelle étape en investissant en lançant le FEB citoyen.

Le FEB citoyen : ouvrir le dialogue, briser les murs

L'édition 2025 du FEB avait été marquée par les tensions avec le mouvement « **Bloquons tout** », révélant un **décalage entre le monde de l'entreprise et une partie de la société française**. En réponse, le FEB 2026 lance le **FEB citoyen**, un **espace de dialogue ouvert à tous**, pour briser les barrières et répondre aux incompréhensions entre le monde de l'entreprise et la société. Installé à **La Grande Passerelle (en face de la gare de Saint-Malo)**, ce nouvel espace proposera **une conférence** pour échanger sur les enjeux économiques et sociétaux et des **ateliers** sur des thèmes variés : *l'art et l'entreprise, le monde économique au féminin, l'intégration professionnelle par l'entrepreneuriat, ou encore l'engagement de la jeune génération dans le collectif*. Objectif : **Conjuguer les énergies** pour servir l'intérêt du territoire et améliorer la vie de ses citoyens.

L'accès est gratuit sous réserve de places disponibles

[🔗 Informations, programme et inscriptions \(https://febcitoyen.fe-breton.bzh/\)](https://febcitoyen.fe-breton.bzh/)

ÉVÈNEMENT

ILLE-ET-VILAINE (35)



[\(https://special-ad.alliance-expo.com/\)](https://special-ad.alliance-expo.com/)

ATTRACTIVITÉ

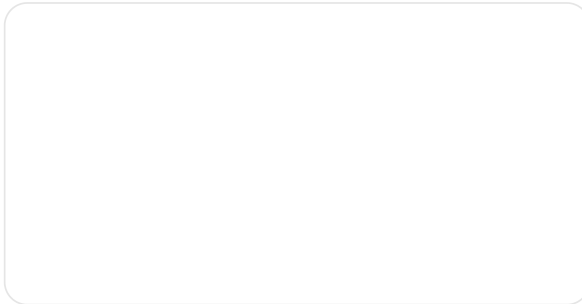
OS LE MURS ONT ÉCARTÉ ALEMNT LU



- (<https://www.bretagne-economique.com/actualites/chiffres-cles-bretagne-2026-un-outil-essentiel-pour-decrypter-les-forces-et-enjeux-du-territoire/>)
- Chiffres Clés Bretagne 2026 : un outil essentiel pour décrypter les forces et enjeux du territoire**
(<https://www.bretagne-economique.com/actualites/chiffres-cles-bretagne-2026-un-outil-essentiel-pour-decrypter-les-forces-et-enjeux-du-territoire/>)
- 📅 4 septembre 2026
- (<https://www.bretagne-economique.com/actualites/la-bretagne-en-premiere-ligne-transition-ecologique-et-democratie-participative/>)
- Transition écologique et démocratie participative : la Bretagne en première ligne**
(<https://www.bretagne-economique.com/actualites/la-bretagne-en-premiere-ligne-transition-ecologique-et-democratie-participative/>)
- 📅 3 septembre 2026
- (<https://www.bretagne-economique.com/actualites/oxxius-leve-5-millions-deuros-pour-conquerir-le-marche-mondial-de-la-photonique/>)
- Oxxius lève 5 millions d'euros pour conquérir le marché mondial de la photonique**
(<https://www.bretagne-economique.com/actualites/oxxius-leve-5-millions-deuros-pour-conquerir-le-marche-mondial-de-la-photonique/>)
- 📅 3 septembre 2026
- (<https://www.bretagne-economique.com/actualites/cogedis-et-icoopa-fusionnent-et-affichent-un-chiffre-daffaires-consolide-de-110-me/>)
- Cogedis et Icoopa fusionnent et affichent un chiffre d'affaires consolidé de 110 M€**
(<https://www.bretagne-economique.com/actualites/cogedis-et-icoopa-fusionnent-et-affichent-un-chiffre-daffaires-consolide-de-110-me/>)
- 📅 2 septembre 2026

ÉVÈNEMENTS

À ENJOINDE VENEZ AU FEB LES 9 ET 10 SEPTEMBRE 2026



(<https://www.bretagne-economique.com/evenements/une-vie-meilleure-venez-au-feb-les-9-et-10-septembre-2026/>)



TOUS LES ÉVÈNEMENTS ([HTTPS://WWW.BRETAGNE-ECONOMIQUE.COM/EVENEMENTS_BRETAGNE/](https://www.bretagne-economique.com/evenements_bretagne/))

PALMARES DES ENTREPRISES BRETONNES

(<https://www.bretagne-economique.com/palmades-entreprises-bretonnes-2025-2026/>)

JE COMMANDE
([HTTPS://WWW.BRETAGNE-ECONOMIQUE.COM/PALMADES-ENTREPRISE-BRETONNES-2025-2026/](https://www.bretagne-economique.com/palmades-entreprises-bretonnes-2025-2026/))

Espace
annonceurs
(<https://www.bretagne-economique.com/espace-annonceurs/>)

RECEVEZ NOTRE
NEWSLETTER

➔ CCI BRETAGNE
([HTTPS://WWW.BRETAGNE.CCI.FR](https://www.bretagne.cci.fr))

➔ CCI ILLE-ET-VILAINE
([HTTPS://WWW.BRETAGNE.CCI.FR](https://www.bretagne.cci.fr))

BRETAGNE

FEB 2026. Logement, foncier, mobilité : l'attractivité bretonne chahutée

10/09/2026 Mickaël Rolland



Du littoral morbihannais aux zones d'activité costarmoricaines, la difficulté à se loger ou à rejoindre son entreprise pèse désormais sur les recrutements. Réunis le 9 septembre 2026 au Forum économique breton (FEB), les responsables territoriaux du Medef ont demandé des réponses adaptées à chaque bassin de vie.



Réunis le 9 septembre 2026 au Forum économique breton (FEB), les responsables territoriaux du Medef ont demandé des réponses adaptées à chaque bassin de vie. © 7Jours/Rolland

La Bretagne continue d'attirer, mais cet avantage produit désormais d'importantes tensions sur le logement. Sur une partie du littoral morbihannais, retraités et actifs dotés d'un fort pouvoir d'achat

[Aller au contenu](#)

Morbihan, lors de la plénière organisée au FEB, à Saint-Malo. A Quiberon, a-t-il illustré, une entreprise peut rechercher jusqu'à 400 saisonniers sans pouvoir les héberger à proximité.

La tension ne s'arrête pas à la porte du logement. Les salariés éloignés du littoral doivent parcourir plusieurs dizaines de kilomètres, alors que les transports collectifs ne correspondent pas toujours aux horaires des commerces, des services ou des sites de production.

Verrou juridique

Dans le Morbihan, le Medef et la CCI soutiennent une expérimentation avec le diocèse de Vannes. Le principe du « bail à rénovation » repose sur une relation tripartite : un propriétaire met à disposition un logement vacant, une entreprise finance sa remise en état et un salarié l'occupe gratuitement ou à loyer réduit. Le dispositif le rapproche ainsi de son lieu de travail.

Le montage bute toutefois sur le lien entre emploi et logement. « *Le cadre juridique ne sécurise absolument pas l'articulation entre le contrat de travail et le logement lui-même* », a prévenu Jérôme Permingeat. Le départ du salarié peut laisser l'entreprise sans moyen certain de récupérer le bien. Le responsable patronal demande donc à la Région de porter le sujet jusqu'au Parlement.

En Ile-et-Vilaine, la rareté touche aussi le foncier économique. Éric Challan Belval, président du Medef 35, a évoqué une entreprise située à 30 kilomètres d'un centre urbain, pour laquelle le prix d'un terrain aurait doublé en trois ans. Il ne conteste pas la nécessité de réduire la consommation d'espace, mais critique une application trop rigide du zéro artificialisation nette. « *La vraie question, c'est quelle place décide-t-on de conserver pour l'activité économique sur ce territoire ?* », a-t-il interrogé.

[Aller au contenu](#)

historique, parfois loin des villes et des gares. Or l'agroalimentaire fonctionne souvent en 2×8 ou en 3×8, à des heures que les réseaux réguliers desservent peu. Covoiturage, navettes d'entreprise ou réemploi de certains circuits : « *Il n'y aura pas de solution miracle, mais une multitude d'initiatives individuelles, locales* », a estimé Franck Perrin-Morel, président du Medef Côtes-d'Armor.

Le patronat demande aussi une place dans les instances qui organisent les mobilités. Les entreprises, plaide Éric Challan Belval, connaissent les horaires de leurs salariés et les futurs besoins des zones d'activité. Leur avis ne doit pas nécessairement l'emporter, mais il doit être entendu avant le tracé d'une ligne ou la fixation d'une fréquence.



Publié par **Mickaël Rolland**

[Voir les articles](#)

Annonces légales

[Publiez vos annonces légales](#)[➔ Consultez les annonces légales](#)

Inscription à la newsletter

☐ Je souhaite recevoir gratuitement la synthèse des annonces légales parues sur **7jours** chaque lundi matin.

[Aller au contenu](#)

BRETAGNE

FEB 2026. Bâtiment, industrie, agroalimentaire : le mur d'investissement breton

11/09/2026 Mickaël Rolland



Confrontées aux transitions écologique et industrielle, trois filières majeures de l'économie bretonne alertent sur leur capacité à financer les transformations attendues. Au Forum économique breton 2026, à Saint-Malo, les représentants des secteurs du bâtiment, de la métallurgie et de l'agroalimentaire ont en effet insisté sur la complexité d'investir alors que les carnets de commandes offrent moins de visibilité et que les marges sont sous pression.



Sébastien Floc'h, directeur général de Sill Entreprises, Éric Challan Belval, président du Medef 35, Stéphane Deschamps, président de l'UJMM et Xavier Chamns, président de la FFR. © 7Jours/Rolland

[Aller au contenu](#)

se réduit alors que les investissements augmentent. Dans le bâtiment, Xavier Champs, président de la FFB, décrit une conjoncture « contrastée ». Le secteur a généré 12,4 milliards d'euros de chiffre d'affaires en Bretagne en 2025, dont 56 % dans la rénovation et 44 % dans la construction neuve. La région a enregistré 25 300 mises en chantier de logements sur un an et les permis de construire progressent. Du côté des locaux non résidentiels, environ 1,5 million de mètres carrés ont été mis en chantier, principalement des bâtiments agricoles.

L'activité rénovation a reculé au premier semestre, alors que les besoins liés à la performance énergétique et au confort des bâtiments lors des fortes chaleurs augmentent. Les carnets de commandes, qui représentent environ quatre mois d'activité, limitent également la visibilité des entreprises. « *L'adaptation climatique, pour le secteur que je représente, c'est une formidable opportunité. Nous sommes prêts* », assure le président de la Fédération régionale du bâtiment. Les matériaux biosourcés et les nouvelles techniques de construction entraînent des surcoûts. Xavier Champs demande donc aux maîtres d'ouvrage publics et privés de les intégrer dans leurs projets.

Recrutement à la peine dans la métallurgie

La métallurgie bretonne, avec ses 62 000 salariés, concentre quant à elle près d'un tiers de l'emploi industriel régional, selon l'UIMM Bretagne. Ses adhérents relèvent de l'aéronautique, du naval, du ferroviaire, de l'électronique ou des machines agricoles. 95 % des entreprises adhérentes à l'UIMM Bretagne comptent moins de 50 salariés.

Stéphane Deschamps décrit des entreprises anciennes, souvent familiales. La défense et l'aéronautique sont des secteurs porteurs, tandis que l'automobile et le machinisme agricole traversent une période plus difficile. Après une hausse de 5 % depuis 2019, l'emploi de la métallurgie

[Aller au contenu](#)

Des marges comprimées

Dans l'agroalimentaire, Sébastien Floc'h, vice-président de l'ABEA, rappelle que la filière nourrit chaque jour un Français sur trois. Mais, selon une étude de la Banque de France, une PME ou une ETI agroalimentaire bretonne dégage en moyenne un résultat net équivalent à 1,4 % de son chiffre d'affaires. « *On ne pourra pas payer les transitions avec une telle faiblesse de niveau de rentabilité* », prévient le vice-président de l'Association bretonne des entreprises agroalimentaires.

Sébastien Floc'h distingue trois exigences que la filière ne parvient pas, selon lui, à satisfaire : augmenter le revenu des agriculteurs, restaurer les marges des entreprises agroalimentaires pour financer leurs investissements et contenir les prix afin de préserver le pouvoir d'achat. Le président de Sill Entreprises pointe aussi le manque de compétences techniques. À Landivisiau (29), l'usine de poudre de lait infantile a conquis de nouveaux marchés à l'international, affirme-t-il, mais le groupe ne trouve pas assez de salariés suffisamment formés pour faire fonctionner l'outil de production. Il attribue cette difficulté à la tension du bassin d'emploi et à des politiques d'orientation qui ont privilégié les cursus de niveau bac + 5 au détriment des formations techniques.



Publié par **Mickaël Rolland**

[Voir les articles](#)

Annonces légales

[Aller au contenu](#)

BRETAGNE CÔTES-D'ARMOR FINISTÈRE ILLE-ET-VILAINE MORBIHAN

FEB 2026. Cadre clair, temps court et long, intelligence collective : les leviers qui aident à diriger dans l'incertitude

10/09/2026 Sophie Boltz

Crise sanitaire, crise climatique, crise géopolitique, crise énergétique... Au cours des dernières années, les crises se sont succédé, apportant leur lot d'incertitudes. Dans ce contexte, nombre de chefs d'entreprise ont été contraints de naviguer sans cesse à vue. Comment ne pas perdre le nord ? Ce mercredi 9 septembre 2026, lors du Forum économique breton à Saint-Malo, plusieurs dirigeants ont évoqué les leviers qui leur servent de boussole.



Hélène Bernicot, directrice générale du Crédit Mutuel Arkéa; Nicolas Brault, auteur du Donner l'ordre ne suffit pas; Laurence Fortin, l'Hour de la Région Bretagne et Loïc Julien de l'Union des Scop et SCIC de l'Ouest lors

[Aller au contenu](#)

Bernicot, directrice générale du **Crédit mutuel Arkéa** lors d'une table-ronde au Forum économique breton. Plusieurs ressorts aident toutefois à traverser la tempête.

- Concilier court et long termes

Dans un contexte incertain, *« comment j'organise mon entreprise pour m'adapter ? »* introduit Hélène Bernicot. Une des clés réside dans la résilience. *« Il faut s'adapter plus rapidement et avoir des process de décisions plus efficaces »*, indique-t-elle. Si l'entreprise établit des plans à long terme, il est également pertinent de renforcer le pilotage à court terme. L'idée étant de parvenir à *« concilier court et long termes »*. Une approche que le Crédit Mutuel Arkéa a été amené à mettre en pratique lors de la gestion des incendies cet été. *« Nous avons ainsi pu répondre à nos sociétaires et à nos clients »*, souligne la directrice générale.

LIRE AUSSI : **FEB 2026. Décentralisation : Gabriel Attal plaide pour un « fédéralisme à la française » dans l'optique reconnecter les régions à l'État**

- Fixer un cadre

Quand les repères sont brouillés, le dirigeant doit rassurer ses collaborateurs *« en fixant un cadre d'action et des règles »*, estime Nicolas Brault, auteur de *Donner l'ordre ne suffit pas*. C'est là que le rôle de chef prend tout son sens. Ce dernier peut rappeler les règles lors *« d'un discours, mais aussi en récompensant ceux qui s'y tiennent et à l'inverse, en sanctionnant ceux qui ne les respectent pas »*. Loïc Julien de l'Union régionale des SCOP et SCIC de l'Ouest partage cette vision. *« Fixer le cap, demande du temps et de la pédagogie, mais cela permet de gagner du temps sur l'exécution »*, estime-t-il.

- Miser sur le collectif

[**Aller au contenu**](#)

pour cette raison que les collaborateurs vont vous suivre », souligne-t-il.

LIRE ÉGALEMENT : FEB 2026. Le Medef Bretagne souhaite prendre sa place dans la décision économique régionale

- S'appuyer sur l'intelligence collective

Selon Hélène Bernicot, sur certains sujets, il est utile de miser sur l'intelligence collective dans la prise de décisions. *« L'idée est de faire participer l'équipe et d'aller ainsi capter le regard de différentes personnalités. Une fois que la décision est prise, cela rend son exécution plus efficace »*, estime-t-elle, rappelant du même coup que le Crédit Mutuel Arkéa joue la carte de la proximité avec ses équipes. Et Loïc Julien d'insister à son tour sur l'art du débat qu'il juge fondamental. *« Il faut donner à chacun la place pour s'exprimer, poursuit-il. La décision prise doit être respectée. C'est la loyauté que l'on doit au collectif. »* Laurence Fortin L'Hour de la Région Bretagne estime, pour sa part, que cette démarche *« raisonne avec l'ambition que nous avons de bien-vivre ensemble en Bretagne. »*



Publié par **Sophie Boltz**

[Voir les articles](#)

Annonces légales

[Publiez vos annonces légales](#)

[➔ Consultez les annonces légales](#)

[Aller au contenu](#)

ILLE-ET-VILAINE ÉVASION

En Ille-et-Vilaine, le château de Bonaban prépare sa nouvelle vie autour de l'art contemporain

24/07/2026 Mickaël Rolland



À La Gouesnière (35), Nicolas Libert et Emmanuel Renoird engagent plusieurs millions d'euros dans la restauration de cette malouinière acquise en 2024. Le domaine, qui réunira une collection privée de 1 500 œuvres sur 25 hectares, ouvrira au public le 5 juin 2027. En attendant, les amateurs pourront retrouver une vingtaine d'entre elles à l'occasion du Forum économique breton (FEB), le 9 et 10 septembre 2026.



Plusieurs millions d'euros ont été engagés dans la restauration complète du château et ses dépendances. © 7Jours/Rolland

[Aller au contenu](#)

d'armateur bâtie à la fin du XVIII^e siècle est au cœur d'un vaste chantier qui doit lui rendre sa gloire d'antan et lui offrir une vocation nouvelle : accueillir une collection privée d'art contemporain constituée depuis trente ans par Nicolas Libert et Emmanuel Renoird. Les deux hommes, après avoir fait fortune aux États-Unis dans l'univers de l'art, ont décidé de poser leurs valises en Bretagne.

Les deux propriétaires consacrent plusieurs millions d'euros à la restauration du château et de ses huit dépendances. « *Nous n'avons pas bénéficié d'aides ou de subventions. C'est un financement qui est intégralement privé* », précise Nicolas Libert. Un choix qui leur permet toutefois de préserver leur liberté dans la sélection des œuvres et l'aménagement d'un édifice qui n'est ni inscrit ni classé.



[Aller au contenu](#)

leur apparence du XIXe siècle. Dépourvus de leurs décors anciens, les espaces intérieurs feront, eux, l'objet d'un aménagement contemporain. *« Trois ans de travaux, cela représente à peu près une bonne douzaine de corps de métier et une centaine d'artisans qui se sont succédé sur le chantier »*, chiffre-t-il. Le domaine comprend également un colombier du XVIIe siècle et trois serres métalliques du XIXe siècle, appelés à être restaurés.

Un parc culturel de 25 hectares

L'ouverture au public est fixée au 5 juin 2027. Le château comprendra près de 500 m² d'exposition intérieure. Trois dépendances seront également ouvertes au public et abriteront des expositions renouvelées régulièrement. Dans le parc, 25 hectares de jardins contemporains et de cheminements accueilleront, dès la première saison, un peu plus de vingt sculptures. Les accrochages évolueront pour puiser régulièrement dans un fonds d'environ 1 500 œuvres, où se côtoient artistes établis et jeunes créateurs.

Le site écarte les activités généralement associées aux propriétés de cet acabit. *« Le projet est vraiment dédié à la collection d'art contemporain. Donc ça signifie pas d'hébergement, pas de mariage »*, tranche Nicolas Libert. L'entrée sera payante et une restauration légère sera proposée pendant la visite. Résidence d'artistes, commandes et ateliers pédagogiques compléteront la programmation. Tania Mouraud, membre de l'Académie des beaux-arts, doit notamment investir la pièce centrale avec une œuvre pérenne conçue pour Bonaban.

À quinze minutes de Saint-Malo et de Cancale, à quarante minutes du Mont-Saint-Michel et desservi par la gare de La Gouesnière, le château entend profiter des flux touristiques du territoire. Sa situation dans le rétro littoral rejoint la volonté des collectivités de faire émerger des destinations

[Aller au contenu](#)

Publié par **Mickaël Rolland**[Voir les articles](#)

Annonces légales

[Publiez vos annonces légales](#)[➔ Consultez les annonces légales](#)

Inscription à la newsletter

☐ Je souhaite recevoir gratuitement la synthèse des annonces légales parues sur **7jours** chaque lundi matin.

[Inscrivez-vous à la newsletter](#)

DENIÈRES PUBLICATIONS

BRETAGNE DOSSIER**DOSSIER. Sécheresse : l'agriculture bretonne compte ses pertes**31.08.2026 **Dorian Faucon, Mickaël Rolland****MORBIHAN****La Vannetaise Switch accélère avec l'entrée à son capital de Fétis Group**31.08.2026 **Sophie Boltz****BRETAGNE DOSSIER**[Aller au contenu](#)

Événement : 7e édition du Forum Économique Breton les 9 et 10 septembre 2026 à Saint-Malo

Les 9 et 10 septembre 2026, le Forum Économique Breton revient au Palais du Grand Large et au Quai Saint-Malo pour sa 7e édition, en partenariat avec franceinfo.

[lire plus tard](#)[commenter](#)[partager](#)

Publié le 31/08/2026 11:10

Temps de lecture : 1min

[Recherche](#) [Direct TV](#) [Direct radio](#) [Radio](#) [Live](#) [Services](#) [Se connecter](#)[Accueil](#) [Menu](#) [Grands formats](#) [Enquêtes](#) [Vrai ou faux](#) [Présidentielle 2027](#) [Guerre en Ukraine](#) [Rentrée scolaire 2026](#)

forum économique breton (forum économique breton 2026)

Après « Pour un nouveau pacte breton » en 2025, cette nouvelle édition sera placée sous le thème « Une vie meilleure ». Pendant deux jours, le Forum réunira entrepreneurs, dirigeants, experts, décideurs publics et acteurs du territoire autour des grands défis économiques, environnementaux et sociétaux de la Bretagne.

Plus de 100 rendez-vous

Avec **plus de 100 conférences, tables rondes et ateliers**, le FEB abordera notamment les questions d'économie et d'emploi, de transition écologique, d'innovation et de numérique, mais aussi de société, d'attractivité des territoires et de qualité de vie.

Les échanges permettront notamment de réfléchir à des enjeux très concrets pour les entreprises et les territoires : coût de l'énergie, décarbonation, économie circulaire, évolution du travail, attractivité et capacité à attirer et fidéliser les talents.

Le **Village des exposants** viendra compléter le programme en offrant aux participants un espace de rencontres et d'échanges avec les entreprises et organisations présentes.

Un rendez-vous majeur pour le Grand Ouest

Avec plusieurs milliers de participants attendus, le Forum Économique Breton s'impose comme l'un des principaux rendez-vous économiques du Grand Ouest. Au-delà des conférences, l'événement constitue un véritable lieu de rencontres et de partage d'expériences entre les différents acteurs qui contribuent à l'avenir du territoire.

À travers cette 7e édition, le FEB entend ainsi favoriser le dialogue et faire émerger des solutions concrètes pour accompagner les transformations économiques, environnementales et sociales de la Bretagne.

Informations pratiques

Forum Économique Breton – 7e édition

Thème : « Une vie meilleure »

Dates : 9 et 10 septembre 2026

Lieu : Palais du Grand Large et Quai Saint-Malo – Saint-Malo

Plus d'informations et inscriptions :

www.fe-breton.bzh

commenter

partager

Vous pouvez désormais **privilégier l'affichage des articles de franceinfo** dans les résultats de recherche Google. [Comment ça marche ?](#)



ajouter comme source préférée

Sur le même thème



Festival Visa pour l'Image : du 29 août au 13 septembre à Perpignan



Jeu-concours VivaTech 2026 : gagnez vos pass avec franceinfo !



Événement : Viva Tech, le rendez-vous startup et tech n°1 en Europe, revient pour ses 10 ans à Paris Porte de Versailles du 17 au 20 juin 2026



Événement : Plongez au cœur de l'ISS avec l'exposition Epsilon de la Cité de l'espace de Toulouse

CÔTES-D'ARMOR FINISTÈRE ILLE-ET-VILAINE MORBIHAN ECONOMIE

FEB 2026 : demandez le programme

06/08/2026 Dorian Faucon



Placée sous le signe « d'une vie meilleure », la septième édition du FEB se tiendra les 9 et 10 septembre 2026 à Saint-Malo. À quelques semaines de l'événement, le programme a été dévoilé avec de nombreux temps forts.



©L.Zylberman/Graphix-Images

La grande messe de l'écosystème économique breton approche. Cette année, la septième édition – qui a lieu les 9 et 10 septembre 2026 à Saint-Malo – est placée sous le thème « *une vie meilleure* », un an après l'édition consacrée au nouveau Pacte Breton et à l'adoption d'une feuille de route de quarante priorités en matière de croissance et de durabilité. Le programme de cette année vient d'être dévoilé dans son intégralité.

[**Aller au contenu**](#)

LIRE AUSSI : **Forum Économique Breton : une septième édition sous le signe d'une vie meilleure**

Les temps forts du mercredi 9 septembre :

- Plénière d'ouverture (08 h 45 – 09 h 45) avec la présentation de l'étude Forvis Mazars sur le thème « *une vie meilleure* ».
- Produire, financer, défendre : la nouvelle souveraineté industrielle (10 h 00 – 10 h 45) avec la CCI Bretagne, Naval Group, le groupe Roullier et la Région Bretagne.
- Emploi et compétences : qui fera tourner l'économie bretonne demain ? (11 h 00 – 11 h 45) avec Enedis, France Travail, Manpower et Orange.
- Passer à l'action climatique : du bilan carbone à la transformation du modèle économique de l'entreprise (14 h 00 – 14 h 45) avec Bretagne Compétitivité.
- Qui remplira nos assiettes demain ? Le défi de la souveraineté alimentaire (14 h 00 – 14 h 45) avec **Eureden**.
- Pérenniser et innover : l'alliance du mouvement sportif et du monde économique pour dessiner la Bretagne de demain (17 h 00 – 17 h 45) avec Samsic.

Les temps forts du jeudi 10 septembre :

- Souverainetés croisées : alimentaire, territoriale et militaire à l'heure des ruptures (09 h 00 – 09 h 45) avec le **Crédit Mutuel Arkéa**.
- Sortir de la dépendance : comment l'économie circulaire renforce la résilience des entreprises bretonnes (11 h 00 – 11 h 45) avec l'Ademe.
- IA, data et mobilités : la transformation numérique des territoires

[Aller au contenu](#)

BRETAGNE CÔTES-D'ARMOR FINISTÈRE ILLE-ET-VILAINE MORBIHAN

FEB 2026. Ces entreprises bretonnes qui concilient performance et transition écologique

11/09/2026 Sophie Boltz



Pas facile de mener de front performance opérationnelle et transition écologique. Certaines entreprises y parviennent. C'est le cas de Maison Cadiou, d'Entech Smart Energies et de BCF Life Sciences. Leurs dirigeants ont témoigné de leur expérience lors d'une table-ronde qui s'est déroulée le 9 septembre 2026 au Forum économique breton à Saint-Malo.



Christina Balanos a animé la table-ronde qui a rassemblé Matthieu Heslouin de BPI France; Emmanuelle Cadiou de Maison Cadiou; Yannick Riou de BCF Life Sciences et Christopher Franquet, d'Entech. ©7jours/Boltz

« Tous les dirigeants veulent décarboner leur activité. Mais les

[Aller au contenu](#)

aisée. Des chefs d'entreprise bretons ont relevé le défi avec succès. Chacun à leur façon. Avec une même caractéristique. Cette démarche implique « *une transformation de l'entreprise qui touche aussi bien les achats, que les opérations quotidiennes ou encore les ressources humaines* », commente Matthieu Heslouin, directeur exécutif en charge du conseil chez BPI France.

CONSULTER EGALEMENT : **FEB 2026. Raphaël Glucksmann : « La Bretagne est une terre d'innovation pour la défense nationale »**

- Le « lean » façon Maison Cadiou

Sa méthode ? Le « lean ». Il y a quelques années, Emmanuelle Cadiou, présidente de **Maison Cadiou** a misé sur « *cette philosophie de vie* » d'origine japonaise pour donner un nouvel élan à son entreprise qui traversait une phase critique. Grâce aux conseils avisés d'un coach, elle a mis en place une culture de l'amélioration continue au sein de son entreprise finistérienne qui fabrique portails, clôtures, garde-corps en aluminium et en bois. « *Nous avons travaillé sur le flux*, décrit-elle. *Nous avons standardisé nos gestes et nos process.* » Puis, l'entreprise a appliqué ces efforts quotidiens au service de la transition écologique. La méthode lui a permis notamment « *d'éliminer le gaspillage* » ou encore d'utiliser des emballages recyclés. Ce choix de se tourner vers le « lean », la dirigeante ne le regrette pas. Aujourd'hui, son entreprise se porte très bien. Forte de 750 collaborateurs, elle réalise un chiffre d'affaires de 123 millions d'euros et vient Espagne, Portugal et Belgique.

- L'eau et les émissions de carbone dans le viseur de BCF Life sciences

Installée à Pleucadeuc, BCF Life sciences nourrit de grandes ambitions. L'entreprise, qui se spécialise dans l'extraction d'acides aminés libres entend doubler de taille dans les cinq prochaines années. C'est ce qu'a fait savoir Yannick Riou. Pas si simple lorsque l'on sait que la société n'aura

[Aller au contenu](#)

mètres cubes d'eau. Pour ce qui est de son bilan carbone, elle peut compter sur l'aide de BPI France et de l'Ademe pour l'aider à réduire ses émissions dans le cadre des Scope 1, 2 et 3.

CONSULTER ÉGALEMENT : [FEB 2026. Cadre clair, temps court et long, intelligence collective : les leviers qui aident à diriger dans l'incertitude](#)

- Les énergies renouvelables au centre chez Entech Smart Energies

« Notre but est de libérer le potentiel d'énergies renouvelables grâce au stockage et au pilotage de l'énergie », résume Christopher Franquet, président-directeur général d'Entech Smart Energies. Spécialisée dans le développement des solutions de production solaire et de stockage, l'entreprise finistérienne ne peut donc qu'être sensible à la transition écologique. Une démarche mise en place au sein même de l'entreprise. À titre d'exemple, Entech a construit à Quimper un bâtiment de 4 200 mètres carrés qui est passif et autonome en énergie. Des panneaux photovoltaïques sont également présents sur son site.



Publié par **Sophie Boltz**

[Voir les articles](#)

Annonces légales

[Publiez vos annonces légales](#)

[➔ Consultez les annonces légales](#)

[Aller au contenu](#)

BRETAGNE CÔTES-D'ARMOR FINISTÈRE ILLE-ET-VILAINE MORBIHAN ECONOMIE

FEB 2026. Comportements de consommation : « Décrypter les tendances de consommation, c'est comprendre l'économie de demain »

09/09/2026 Dorian Faucon



En reprenant la thématique globale du Forum économique breton (FEB) « le vivre mieux », Anne Cornet, directrice générale adjointe des services de paiement au sein de BPCE et Benoît Catel, directeur général de BPGO, ont décrypté les résultats du baromètre Digital & Payments, une analyse des comportements de consommation bretons.



Benoit Catel et Anne Cornet ©7Jours/Faucon

Quel est le portrait-robot du consommateur breton ? Vaste question à laquelle la BPCE (Banque Populaire, Caisse d'Épargne) et la BPGO ont

[Aller au contenu](#)

s'appuyant sur une analyse représentative de 20 millions de cartes bancaires. « *Une étude ancrée dans la vraie vie et dans le quotidien permet d'obtenir de vrais résultats sur lesquels il faut s'appuyer* », a-t-il poursuivi.

Certains comportements de consommation sont plus prégnants en Bretagne que dans le reste de l'Hexagone. Selon les résultats, les Bretons consomment davantage dans des commerces locaux. Ils dépensent en moyenne 4 031 euros par an dans ces commerces de proximité quand le montant national est de 3 907 euros. « *Pour faire territoire, il faut ancrer sa consommation dans celui-ci.* » Autre marqueur : une consommation responsable et raisonnée. Recours à la seconde main, moindres dépenses en ultrafast-fashion, etc. Enfin, d'après ce baromètre, les dépenses consacrées aux loisirs et au tourisme sont 8 % plus hautes qu'en France.

LIRE AUSSI : **Forum Économique Breton : une septième édition sous le signe d'une vie meilleure**



Publié par **Dorian Faucon**

[Voir les articles](#)

Annonces légales

[Publiez vos annonces légales](#)

 **Consultez les annonces légales**

[Aller au contenu](#)

BRETAGNE CÔTES-D'ARMOR FINISTÈRE ILLE-ET-VILAINE MORBIHAN ECONOMIE

FEB 2026. Décentralisation : Gabriel Attal plaide pour un « fédéralisme à la française » dans l'optique de reconnecter les régions à l'État

09/09/2026 Dorian Faucon



Grand invité de cette première journée du FEB 2026, l'ancien Premier ministre, Gabriel Attal a débattu sur le thème de la décentralisation aux côtés du président de la Région Bretagne, Loïg Chesnais-Girard ainsi que du président du conseil d'administration du Crédit Mutuel Arkéa, Julien Carmona. Le candidat à la prochaine élection présidentielle a été challengé sur la nécessité pour les territoires de retrouver le pouvoir d'agir.



Loïg Chesnais-Girard et Gabriel Attal ©7Jours/Faucon

[Aller au contenu](#)

décentralisation aux côtés du président du conseil d'administration du groupe bancaire finistérien, Julien Carmona et Loïg Chesnais-Girard. En introduction, le président de région a réfuté le terme de décentralisation *« qui ne parle à personne »* et a utilisé les mots responsabilité et clarté. *« Que nos centres de décisions, soient tous centrés à Paris, ce n'est pas acceptable. C'est même une perte pour la France de ne pas s'appuyer sur l'ensemble de ses décideurs. La nation, elle sera solide si elle fait confiance à ses territoires »*, a-t-il martelé. Le candidat à la prochaine élection présidentielle a opiné : *« Je n'emploie pas non plus ce terme de décentralisation parce qu'il renvoie à des décennies d'échec. L'État a transféré un certain nombre de compétences aux collectivités locales, le tout en recentralisant des fiscalités et des normes, ça ne peut pas marcher, a-t-il développé. Il faut construire une nouvelle organisation territoriale qui assume le partage des pouvoirs. »*

Assumer les décisions locales pour participer à l'aventure de la République

Julien Carmona a abondé sur le sujet des normes. *« La lenteur remet la compétitivité en cause. Il y a trop de normes et de vues contradictoires qui entrent en collision sur beaucoup de sujets. »* Gabriel Attal était, là aussi, d'accord avec ce point. *« Il faut simplifier massivement. Il n'y a pas autant de complexité administrative en Chine et aux États-Unis qui sont les grands concurrents de l'Europe. Pour cela, il faut donner la compétence aux collectivités locales. »* Sur les attentes des Bretons en la matière, Loïg Chesnais-Girard a détaillé la volonté des habitants d'assumer les prises de décisions locales pour *« participer à l'aventure de la République »*.

Parmi les solutions avancées concrètement par l'ancien Premier ministre : l'idée d'un fédéralisme à la française, qui préserverait l'efficacité publique, le partage des pouvoirs et des responsabilités. La plénière s'est terminée par les vœux de Julien Carmona et Loïg Chesnais-Girard à Gabriel Attal

[Aller au contenu](#)

BRETAGNE CÔTES-D'ARMOR FINISTÈRE ILLE-ET-VILAINE MORBIHAN ECONOMIE

FEB 2026. L'innovation comme moteur économique de demain

10/09/2026 Dorian Faucon



Quels défis économiques, industriels et internationaux pour les entreprises françaises et bretonnes dans un monde bouleversé par de nouveaux équilibres ? Xavier Debrun, économiste en chef à la Banque de France et Patrice Le Lourec, président du Pôle Mer Bretagne Atlantique ont exposé plusieurs éléments : la réduction de la dépendance à la Chine et aux États-Unis et la nécessité d'innover.



Xavier Lebrun et Patrice Le Lourec ©7Jours/Faucon

Changement d'époque économique, fin de la mondialisation heureuse, nouveaux équilibres mondiaux... Programme dense pour la plénière de la

[**Aller au contenu**](#)

vers des chocs inflationnistes plus ou moins persistants », a débuté Xavier Debrun. « Ce modèle de crise, tous les chefs d'entreprise savent qu'il va s'inscrire dans la durée, a poursuivi Patrice Le Lourec. Dans ce monde incertain, il faut connaître les risques. Cela demande aussi, une capacité à s'intéresser à demain, et à comment va évoluer le monde. »

Quelle économie pour demain ?

Dans ce contexte, la performance économique d'une entreprise évolue irrémédiablement. Elle doit englober l'avenir et la « *survie de l'entreprise* ». Souvent galvaudé, le terme de souveraineté économique a animé le débat. Xavier Debrun a détaillé les dépendances à la puissance chinoise. « *Il y a tellement de dépendances stratégiques à la Chine, qu'ils peuvent nous mettre en difficultés en stoppant les exportations de terres rares, de panneaux solaires, etc. La guerre commerciale et le protectionnisme américain ne sont pas une solution, a-t-il indiqué. Bruxelles, capitale de l'Europe doit poursuivre ses efforts pour établir de nouveaux partenariats avec le Mercosur, avec l'Inde, et d'autres partenaires. On ne peut pas ne dépendre que de la Chine. Cela fait partie du dérisking.* »

[Aller au contenu](#)



Xavier Debrun, économiste en chef de la Banque de France ©7Jours/Faucon

L'innovation se présente, en l'état, comme une solution viable. *« Ces innovations doivent nous permettre de changer les usages, les flux d'approvisionnement, et de récupérer des parts de marché que l'on a perdues. Je crois beaucoup à l'innovation. Je pense que la France et l'Europe jouent aussi un rôle fondamental pour aider les territoires »*, a déclaré Patrice Le Lourec. Soutenir l'innovation, dans cette conjoncture économique, équation compliquée. *« Les États-Unis ont des investissements innovants à hauteur de 8,8 % de leur PIB, alors que nous, on traîne à 5,1 %. Les États-Unis sont sur une tendance de croissance de la productivité qui est beaucoup plus élevée que la nôtre »*, a conclu Xavier Debrun.

LIRE AUSSI : FEB 2026. Le Medef Bretagne souhaite prendre sa place dans la décision économique régionale

[Aller au contenu](#)

BRETAGNE CÔTES-D'ARMOR FINISTÈRE ILLE-ET-VILAINE MORBIHAN

FEB 2026. Naval Group gagne du terrain en Europe

12/09/2026 **Sophie Boltz**

Naval Group, dont le site de construction est à Lorient, a le vent en poupe. Dans un contexte géopolitique tendu, l'entreprise continue de décrocher de nouveaux marchés en Europe. Elle se rapproche de nouveaux talents comme ceux de la start-up Arsenals AI. C'est ce qu'a fait savoir Pierre Eric Pommelet, le président-directeur général de Naval Group au Forum économique breton à Saint-Malo.



Pierre Eric Pommelet, président-directeur général de Naval Group (au centre) en compagnie de Bastien Allanot, cofondateur et CEO d'Arsenals AI (à droite). 7Jours/Boltz

La Belgique, la Grèce, les Pays-Bas et tout récemment la Suède... Naval

[Aller au contenu](#)

« *Aujourd'hui, il faut être capable de se défendre*, a souligné Pierre Eric Pommelet, président-directeur général de Naval Group lors d'une plénière qui s'est déroulée au Forum économique breton à Saint-Malo. *Si l'Europe augmente ses budgets de défense, c'est pour nous protéger.* »

CONSULTER ÉGALEMENT : **FEB 2026. Bâtiment, industrie, agroalimentaire : le mur d'investissement breton**

20 % de son chiffre d'affaires en Europe

Ce qui a permis à l'entreprise de rafler de nouveaux marchés. « *En 2019, Naval Group faisait zéro euro de chiffre d'affaires en Europe. En 2027, l'entreprise y fera un milliard d'euros* », précise-t-il. Elle réalise ainsi 20 % de son chiffre d'affaires en Europe, celui-ci s'établissant à 5 milliards d'euros. L'entreprise, « *qui a déjà 400 ans d'existence et 400 ans devant elle* », compte 17 000 collaborateurs et est présente dans 17 pays.

LIRE AUSSI : **FEB 2026. Raphaël Glucksmann : « La Bretagne est une terre d'innovation pour la défense nationale »**

« Gagner ensemble des marchés »

Elle travaille avec tout un écosystème d'entreprises. Elle n'hésite pas à se rapprocher de nouveaux talents comme ceux de la jeune pousse Arsenals AI, basée à Plouharnel (56). Une start-up qui évolue dans le domaine de la défense. Ce qui rassemble les deux structures ? Au dire de leurs dirigeants, elles sont complémentaires sur les plans opérationnel, technologique et industriel. Leur rapprochement est donc « *une opportunité de gagner ensemble des marchés* », indique Bastien Allanot, cofondateur et CEO d'Arsenals AI.

[**Aller au contenu**](#)

BRETAGNE CÔTES-D'ARMOR FINISTÈRE ILLE-ET-VILAINE MORBIHAN ECONOMIE

FEB 2026. Raphaël Glucksmann : « La Bretagne est une terre d'innovation pour la défense nationale »

10/09/2026 Dorian Faucon



Second invité politique du FEB, après Gabriel Attal, le député européen Raphaël Glucksmann, lui aussi candidat à l'élection présidentielle - cantonnée à une victoire dans la primaire de la gauche - était présent ce jeudi 10 juillet. Il a participé à une discussion sur la défense européenne face aux retours des puissances impériales, aux côtés de deux dirigeants bretons : Stéphanie Ledoux (Alcyconie) et Vidal Texeira (Seaber).



Raphaël Glucksmann, lors d'une séance de micros tendus ©7Jours/Faucon

Le temps d'une heure. Raphaël Glucksmann a échangé avec Stéphanie

[Aller au contenu](#)

nécessaire. Si on ne pense plus, on n'est plus une démocratie ». L'auditoire applaudit, le candidat à la prochaine élection présidentielle valide. « C'est la phrase de la journée, de l'année sinon de l'époque », s'est-il amusé.

Une Bretagne pionnière de la défense nationale

Le choix, pour Raphaël Glucksmann de venir au FEB à Saint-Malo, n'était pas totalement le fruit du hasard. Il a vanté l'expertise bretonne en matière de défense et de réarmement, dans une séance de micros tendus *a posteriori* de la plénière. « *La Bretagne est une terre d'innovation pour la défense nationale française. C'est une évidence avec Naval Group, mais c'est aussi une évidence à Rennes avec les entreprises de la cybersécurité. La Bretagne participe pleinement à cet écosystème qui assurera la défense de notre nation.* » Dans un discours plus « politique », il a répété à plusieurs reprises combien la période était décisive, eu égard au retour de la guerre en Europe. Il a notamment tancé les « *forces politiques qui prônent la soumission de l'Europe face à Vladimir Poutine.* »

Quid de l'économie de guerre ? « *On ne la voit pas dans les PME, lance Vidal Texeira, dirigeant de Seaber, fabricant de drones sous-marins. Il n'y a pas eu de changement d'orientation avec nos clients, mais un changement de vitesse, les délais de livraison sont beaucoup plus courts.* »

LIRE AUSSI : FEB 2026. Décentralisation : Gabriel Attal plaide pour un « fédéralisme à la française » dans l'optique reconnecter les régions à l'État



Publié par **Dorian Faucon**

[Voir les articles](#)

[Aller au contenu](#)

BRETAGNE CÔTES-D'ARMOR FINISTÈRE ILLE-ET-VILAINE MORBIHAN ECONOMIE

FEB 2026. Un nouveau collectif voit le jour en Bretagne pour consolider le dialogue et fabriquer des « compromis utiles »

11/09/2026 Dorian Faucon



Bretagne Habitable, pour une convergence bretonne, c'est le nom du nouveau collectif présenté à l'occasion du FEB 2026. L'idée : étoffer le dialogue entre tous les acteurs, et « sortir des blocages qui paralysent les débats de société ».



Loïc Hénaff, Morgane Hénault et Marlène Legay ©7Jours/Faucon

Avec Jean-Yves Le Drian et Marlène Legay comme parrain et marraine, Bretagne Habitable, présenté à l'occasion du FEB a deux ambassadeurs de talent. Ce collectif entend tirer parti de la spécificité bretonne à faire dialoguer des acteurs parfois opposés pour construire des solutions utiles

[Aller au contenu](#)

identifiant les points de blocage et en recherchant les conditions du compromis. « *Les désaccords sont naturels dans une société démocratique. Le blocage, lui, ne devrait jamais être une fatalité. Nous sommes convaincus qu'il est possible de mieux traiter les blocages, en créant les conditions d'un dialogue exigeant et de compromis utiles* », expliquent les fondateurs. Le thème choisi lors de cette expérimentation grandeur nature était l'alimentation. La séquence s'est déroulée avec l'expertise de Morgane Hénault, chercheuse en géographie, et Loïc Hénaff, dirigeant du groupe éponyme et administrateur de l'ABEA.

LIRE AUSSI : [FEB 2026. Bâtiment, industrie, agroalimentaire : le mur d'investissement breton](#)

Les membres fondateurs de Bretagne Habitable :

Claire Brozille, étudiante et Présidente de l'association

Yann Lejolviet : cadre bancaire

Anne Chevrel : dirigeante d'un bureau d'études

Sébastien Ramos : directeur régional Bretagne d'Engie

Mélina Le Blaye, directrice du Festival Photo de la Gacilly

Pablo Diaz, directeur de Sciences Po Rennes

Emmanuelle Dupont, gestionnaire opérationnelle de participations Gaz Renouvelables chez Engie

Cyril de Sousa Cardoso, président du groupe Polaria

Jean-Pierre Rivery, agriculteur, éleveur, Président de Picama, président de la CCI Bretagne

[Aller au contenu](#)

Votre département :

nous [\(https://www.linkedin.com/company/bretagne-economique/\)](https://www.linkedin.com/company/bretagne-economique/) in

[X \(https://twitter.com/BEconomique\)](https://twitter.com/BEconomique)



EFFECTUER
UNE RECHERCHE

Bretagne économique

L'ENTREPRISE EN CONTINU AVEC LES CCI DE BRETAGNE

[\(https://www.bretagne-economique.com/\)](https://www.bretagne-economique.com/)

~~[\(https://www.bretagne-economique.com/sabonner-a-la-newsletter/\)](https://www.bretagne-economique.com/sabonner-a-la-newsletter/)~~

S'ABONNER À
LA NEWSLETTER

[\(https://www.bretagne-economique.com/\)](https://www.bretagne-economique.com/)

ATTRACTIVITÉ [\(https://www.bretagne-economique.com/rubriques/attractivite/\)](https://www.bretagne-economique.com/rubriques/attractivite/)

CROISSANCE [\(https://www.bretagne-economique.com/rubriques/croissance/\)](https://www.bretagne-economique.com/rubriques/croissance/)

COMPÉTENCES [\(https://www.bretagne-economique.com/rubriques/competences/\)](https://www.bretagne-economique.com/rubriques/competences/)

TRANSITIONS [\(https://www.bretagne-economique.com/rubriques/transitions/\)](https://www.bretagne-economique.com/rubriques/transitions/)

INTERNATIONAL [\(https://www.bretagne-economique.com/rubriques/international/\)](https://www.bretagne-economique.com/rubriques/international/)

NUMUS
INDUSTRIE GRAND OUEST
L'industrie de demain s'invente aujourd'hui

Du 6 au 8 octobre 2026

Parc des Expositions de Nantes

Co-production CCI Nantes Saint Nazaire et Parc des Expositions de Nantes



<https://industriegrandouest.mybadgeonline.com/accueil?trk=IGO26BE>

TRANSITIONS

CROISSANCE

Des idées aux réalisations : les 7 lauréats des Grands Prix du FEB 2026

Véronique Maignant, le 11 septembre 2026

Ce jeudi 10 septembre 2026, les Grands Prix du FEB ont distingué 7 lauréats, des entreprises et organisations qui, par leur impact sociétal et/ou environnemental, **transforment la Bretagne et contribuent, à leur échelle, à « une vie meilleure »**. Ils ont été sélectionnés parmi cinquantaîne de dossiers par un jury* composé de chefs d'entreprise et acteurs du monde économique. Les gagnants sont ETT (29), Social Direct (56), L'université de Rennes, le Cellier des Monastères (Abbaye de Timadeux-56), Breizh Frites(22), CoBelive (29) et L'Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Rennes (ENSCR) .



Les 7 lauréats des grands prix du FEB sur la scène du Palais du Grand Large à Saint-Malo, le 10 septembre 2026

Catégorie Durabilité

Dans la catégorie **durabilité**, **ETT (Énergie Transfert Thermique)** se distingue avec des solutions climatiques innovantes, comme le rafraîchissement par évaporation d'eau, permettant **jusqu'à 68 % d'économie d'énergie**. Créée en 1979 à Ploudalmézeau, dans le nord Finistère, [ETT](https://www.bretagne-economique.com/actualites/ett-integre-une-ia-raisonnee-pour-ameliorer-ses-solutions-thermiques-du-batiment/) (pour Energie Transfert Thermique (<https://www.bretagne-economique.com/actualites/ett-integre-une-ia-raisonnee-pour-ameliorer-ses-solutions-thermiques-du-batiment/>)) est devenue une ETI familiale de renommée internationale qui **emploie plus de 400 collaborateurs** (dont près de 300 sur son seul site de production, à Ploudalmézeau) et **plus de 80 millions d'euros de chiffre d'affaires**. Un parc de 20 000 de ses machines est installé en France et à l'étranger, **l'export représentant 17% du volume d'affaires** de cette entreprise dirigée depuis 2014 par Antoine Millot.

Catégorie Compétitivité

SocialDirect, primée pour la **compétitivité**, propose un accompagnement social des salariés avec **80 assistants sociaux et 90 psychologues**, ayant déjà réalisé **plus de 10 000 consultations**, et vise un déploiement national après son succès à Rennes. Créée début 2022 à

Vannes, la start-up Social direct édite une plateforme de téléconsultation d'assistance sociale. **Elle s'adresse aux entreprises de plus de 100 salariés ou bien aux assureurs qui veulent intégrer le service dans leur garantie.** Elle compte parmi ses clients : le groupe Roullier , Vivalto Santé, France Télévision, Schneider Electric, Air Liquide ou encore Intelcia. Social direct s'adresse également au secteur public ou parapublic. *« Nous mettons en place pour chaque entreprise ou établissement médico-social une équipe d'Assistants Sociaux & Administratif, accessibles à tous en visio, téléphone ou sur Site. . Logement, budget, aide, santé, famille, démarches administratives... Ils interviennent directement auprès des salariés et de leurs familles, tout en déchargeant les équipes RH et les managers. »*, explique Olivier Guéret, un des 4 associés de Social direct.

Catégorie souveraineté

L'**Université de Rennes**, lauréate du **Grand Prix Souveraineté**, porte le **Pôle Universitaire d'Innovation (PUI) « Campus Innovation »**, visant à décloisonner la recherche académique et le monde économique breton. Il fédère **16 membres fondateurs** (CNRS, INSA, CHU de Rennes et des structures de transfert comme la SATT Ouest Valorisation...) **et 44 partenaires socio-économiques**, avec **85 plateformes et près de 2 000 spécialistes** pour renforcer l'innovation et la souveraineté technologique bretonne. Labellisé « Pôle Universitaire d'Innovation » (PUI) en **juillet 2023** et officiellement lancé en **mars 2024**, ce projet bénéficie d'une enveloppe budgétaire de **21,3 millions d'euros** pour un déploiement prévu sur **48 mois**. Son ambition centrale est de fluidifier et d'accélérer le transfert de technologies, la signature de contrats industriels et la création de start-up deeptech issues des laboratoires. son action rayonne sur les sites de **Rennes, Saint-Malo, Saint-Brieuc et Lannion**.

Catégorie Valorisation

Deux lauréats partagent le **Grand Prix Valorisation**. **Tout d'abord, Le Cellier des Monastères**, qui a sauvé les fromages Trappe de Timadeuc en créant la **Fromagerie Sainte-Anne à Kervignac**, avec une **capacité de production de 250 tonnes par an**. Celle-ci a été créée en juin 2024, avec le soutien financier de la Région Bretagne et des partenaires financiers afin de perpétuer la tradition et permettre aux moines et moniales des abbayes de Timadeuc et d'Échourgnac (Dordogne) de se réapproprier leur savoir-faire fromager. **Le coût du projet est d'environ 4 millions d'euros**. Ce projet a été possible en intégrant la jeune entreprise Le Cellier des Monastères, créée fin 2023, située à Échourgnac en Dordogne. *« Les missions de l'entreprise sont d'abord **d'assurer la continuité et la pérennité des savoir-faire alimentaire séculaire dont nous avons hérité**. La deuxième mission est d'organiser le travail entre les moines et les laïcs. La troisième mission est de générer des revenus nécessaires, remarque **Antoine Dumont, codirigeant**. Pour cela,*

l'entreprise s'appuie sur **une soixantaine de personnes** qui sont composées de moitié de moines et moniales et de l'autre moitié d'employés laïcs.



Breizh Frites (<https://www.bretagne-economique.com/actualites/breizh-frites-nouvelle-epopee-industrielle-en-centre-bretagne/>), est la première industrie de frites fraîches précuites en Bretagne. « *Il en existe deux autres en France* », souligne Pascal Lemaire, président de Breizh Frites. Lancée il y a quelques mois à Plumieux (22), l'entreprise a investi **7,5 M€ sur une ancienne friche industrielle** pour créer une filière locale de frites bretonnes, avec **15 salariés** et une **capacité industrielle de 5 100 tonnes par an**. Porté par six agriculteurs et entrepreneurs bretons, le projet associe production agricole, transformation, stockage et distribution, tout en créant de l'emploi local. En amont, **Breizh Frites fédère six exploitations agricoles productrices de pommes de terre**. Réparties sur différents territoires bretons, ces fermes cumulent près de 200 hectares de culture de ces tubercules comestibles.

Catégorie Intégration

Le **Grand Prix Intégration** revient à l'**ENSC Rennes** pour son programme **CITI**, qui permet à **28 étudiants par promotion**, titulaires d'un bac STL, d'intégrer une école d'ingénieur sans concours. Ouverte à la rentrée 2020, cette formation, sans équivalent parmi les offres de formation, est un cursus en 2 ans qui constitue **un véritable tremplin aux métiers d'ingénieur** pour des lycéens titulaires d'un bac technologique. « Cette classe ouvre une nouvelle opportunité à ce nouveau public avec un accès privilégié à la formation et au diplôme d'ingénieur chimiste. Les **premiers diplômés en 2025** confirment le succès de ce modèle unique en France », souligne **Audrey Soric, Directrice générale de l'ENSC Rennes**.

Catégorie Solidarité

Enfin, **CoBelive** remporte le **Grand Prix Solidarité** pour son modèle immobilier innovant, combinant espaces privatifs et communs. Fondé en 2025 à Tregunc dans le Finistère par Gilles Bondu et Romain Cabon, l'ambition est de proposer des logements qui « **concilient prix abordable, écologie et bien-être tout en optimisant le patrimoine existant** ». Pour ce faire, le binôme intervient auprès d'investisseurs privés, de collectivités, d'associations, d'entreprises pour structurer et piloter des projets immobiliers. Un premier projet pilote a vu le jour en novembre 2025 à Concarneau. « **En 10 mois, on a créé une solution de logement pour 7 personnes. Elles ont entre 18 et 76 ans.** » La maison se compose désormais de sept « suites privatives » meublées. Il y a aussi plusieurs pièces communes. « **Avec CoBelive, nous proposons une solution sociale et sociétale. Le loyer est abordable, environ 450 €**

soit moins de 35 % du Smic. » Deux autres projets sont sur les rails : une maison avec huit suites privatives à Pleuven et un autre à Quimperlé, en lien avec l'hôpital pour l'hébergement du personnel de santé. « **Notre volonté est de dupliquer notre modèle dans les autres territoires bretons.** »

***Un jury pour distinguer les initiatives les plus structurantes**

Les lauréats ont été sélectionnés par un jury composé de Nathalie Barat-Vandamme, présidente d'OBSAM et du Cluster Eden Bretagne ; Pierre Brisset, président d'ASERTI et membre du bureau du Club ETI Bretagne ; Martine Burel, présidente de Femmes de Bretagne et de Loire Atlantique ; Dominique Gautier, présidente d'Agriculteurs de Bretagne ; Daniel Gergès, directeur général du Pool et de La French Tech Rennes Saint-Malo ; Xavier Lépine, président de Breizh Rebonds ; Armel de Lesquen, cofondateur de Famileo ; Véronique Maignant, responsable communication de la CCI Bretagne et rédactrice en chef de Bretagne Économique ; et Anne-Claire Pons, directrice générale de Produit en Bretagne.

CÔTES D'ARMOR (22)

FINISTÈRE (29)

ILLE-ET-VILAINE (35)

MORBIHAN (56)



(<https://special-ad.alliance-expo.com/>).

CROISSANCE

L'Info et vous : une soirée d'échanges le 9 septembre 2026 à Saint-Malo

Venez échanger avec les journalistes de franceinfo à l'occasion de l'Info et vous, le 9 septembre au Palais du Grand Large à Saint-Malo.

[lire plus tard](#)[commenter](#)[partager](#)

Publié le 02/09/2026 17:13

Temps de lecture : 1min

[Recherche](#) [Direct TV](#) [Direct radio](#) [Radio](#) [Live](#) [Services](#) [Se connecter](#)[Accueil](#) [Menu](#) [Grands formats](#) [Enquêtes](#) [Vrai ou faux](#) [Présidentielle 2027](#) [Guerre en Ukraine](#) [Crues meurtrières au Népal et au Tibet](#)

info et vous septembre 2026 (franceinfo)

Le 9 septembre, franceinfo vous donne rendez-vous à Saint-Malo pour une rencontre exceptionnelle autour du thème « Vivons bien informés », à l'occasion d'une nouvelle édition de L'Info et Vous.

De 18 h à 19 h, nos journalistes vous invitent à un temps d'échange organisé dans le cadre de la 7e édition du Forum Économique Breton. Ensemble, nous dialoguerons autour de la fabrication et du traitement de l'information, de vos attentes en tant que citoyens et des réflexes à adopter face à la désinformation.

Un dialogue entre journalistes et auditeurs

Cette rencontre réunira Agnès Vahramian, directrice de franceinfo et de l'information de Radio France, Benjamin Illy, reporter à franceinfo, et Jean-Rémi Baudot, chef du service politique de franceinfo.

Animée par Xavier Allain, rédacteur en chef numérique à franceinfo, cette rencontre sera l'occasion d'un échange direct entre le public et les journalistes de la rédaction, afin de mieux comprendre comment l'information est produite, vérifiée et diffusée.

Informations pratiques

Forum Economique Breton

Mercredi 9 septembre 2026, de 18h à 19h

Palais du Grand Large - Centre des Congrès, Saint-Malo

Inscription gratuite sur le site de franceinfo : [Choix des places \[Palais du Grand Large - Centre des Congrès | 09.09.2026 - 18:00 | L'info et vous\] - Radio France](#)

commenter

partager

Vous pouvez désormais **privilégier l'affichage des articles de franceinfo** dans les résultats de recherche Google. [Comment ça marche ?](#)



ajouter comme source préférée

Sur le même thème

Événement : 7e édition du Forum Économique Breton les 9 et 10 septembre 2026 à Saint-Malo

Festival Visa pour l'Image : du 29 août au 13 septembre à Perpignan

Jeu-concours VivaTech 2026 : gagnez vos pass avec franceinfo !